

Reinformation.tv

Coronavirus :

**Dans la Matrice
globalitaire**



Reinformation.tv

Coronavirus :

Dans la Matrice globalitaire

© Reinformation.tv

<http://reinformation.tv/>

Avril 2020

Diffusion intégrale encouragée

Crédit photo : JayDeep (Pixabay), Rawpixel

Introduction

Le coronavirus a changé le monde

D'abord, notre représentation du monde. Ce qu'on nous en donne à voir. Ce qui nous occupe. Les informations dont nous faisons notre ordinaire. Depuis le coronavirus, on a moins parlé de l'urgence de construire des toilettes non genrées et de la réforme des retraites. Hier Harvey Weinstein était traîné au tribunal par les militantes de MeToo, Polanski triomphait aux Césars, Benjamin Griveaux prolongeait une adolescence grivoise sur internet, Emmanuel Macron déguisé en super Monsieur Perrichon méditait à Chamonix devant la mer de glace, annonçant la bataille du climat comme Bonaparte celle des Pyramides, Greta Thunberg prédisait la fin du monde pour 2030.

Tout cela, c'était avant : depuis trois mois la fin du monde c'est ici et maintenant. Apocalypse now. La télévision nous le dit. Les journaux le répètent. Les réseaux sociaux en disputent.

Les contaminés recensés se comptent par millions, les morts par dizaines de milliers, les hôpitaux et leurs lits de réanimations ont débordé, on a délocalisé les malades comme on délocalisait naguère les usines. C'est une catastrophe globale. Les politiques le clairomment. Bruno Le Maire, l'homme qu'on disait trop intelligent pour sa

fonction, ce qui est un travers assez commun chez les ministres des finances, nous annonce la plus grande récession depuis 1945. Les bourses ont baissé plus profondément qu'en 1929 et 2008. Le patron des services fédéraux de la santé publique des Etats-Unis, Jerome Adams, a parlé d'un « moment comme Pearl Harbor, comme le 11 septembre, sauf que ce ne sera pas localisé, ce sera dans tout le pays ».

Ce n'est pas seulement la catastrophe, c'est donc aussi la guerre. Le président de la République française en a pris la posture et le vocabulaire. Par sa voix et par ses actes la guerre a imposé une nouvelle façon de vivre. La douceur du temps de paix, Roland Garros, le festival de Cannes, le championnat de foot et les Jeux Olympiques sont remis à plus tard, quand la guerre sera finie. La population a été confinée, d'abord pour quinze jours au moins. Dans la nuit qui a suivi la décision d'Emmanuel Macron, 17 % des Parisiens ont quitté la capitale pour leurs refuges de province. Un Monsieur Confinement a été nommé, puis un Monsieur Déconfinement. Nous serons libérés le onze mai. Si tout se passe bien. Si nous sommes sages. Et par étapes coordonnées au niveau européen.

Pour l'instant l'heure est encore au confinement. Strict. Cent soixante mille policiers, gendarmes et militaires de toutes armes en soutien nous ont interdit de partir en vacances de Pâques. Un rituel « d'actes barrières » et de « distanciation sociale » est passé dans les mœurs. Les enfants se lavent enfin les mains avant de passer à table. On ne se fait plus la bise quand on dîne en ville, d'ailleurs il n'y a plus de dîner.

Il faut se faire à soi-même une attestation dérogatoire pour sortir, comme un collégien qui fait le mur.

Des scènes ordinaires de la vie de guerre ont lieu. Il y a des zones interdites, des filous qui ne les respectent pas, de vertueux dénonciateurs qui le signalent à la police « dans l'intérêt de tous ». Les populations ont stocké. Beaucoup de papier hygiénique et de nouilles. Certains maires en ont rajouté sur le confinement et décrété le couvre-feu dans leur ville. Le coronavirus a aussi ses bons côtés statistiques : comme dans toutes les guerres, une certaine forme d'insécurité ordinaire recule. Les accidents de la route, les agressions sexuelles au bureau régressent, les coups de couteau au cou donnés dans la rue par des déséquilibrés ou des loups solitaires aussi. Et les maladies cardiaques. Des habitants d'Idlib, en Syrie, réfugiés en Turquie sont revenus chez eux, de crainte d'être contaminés dans des camps surpeuplés.

Confinés, les Français prennent un quart d'heure pour réfléchir et jettent le produit de leur réflexion sur les réseaux sociaux. Ils voient ce qui se passe ailleurs. Ils comparent la France, l'Espagne et l'Italie à l'Autriche, la Norvège, l'Islande ou la Corée du Sud. Ils supputent sur l'Afrique et l'Amérique. Ils se demandent ce qui est arrivé en Chine exactement. Ils se montrent les uns les autres du doigt, partagés entre « yorarien » et « alarmistes ». Ils participent à des controverses, s'accusent mutuellement de « complotisme ». Ils se méfient de tout. Ils ricanent des nombreuses contradictions du gouvernement. Ils ne prennent pas les médias et les politiques très au sérieux.

Plus grave leur a paru la variation de certains médecins spécialistes, qui ont commencé par rassurer le public, parlant du coronavirus comme d'une simple grippe avant de sonner l'alarme devant un danger mondial. Ils ne seraient pas loin d'approuver Donald Trump d'avoir coupé les vivres à l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, parce qu'elle n'a pas bien fait son job, variant dans ses informations et recommandations.

Et puis il y a eu l'affaire de la chloroquine et du professeur Raoult. Qu'un spécialiste des maladies infectieuses de renommée mondiale, propose un remède qui a l'air de marcher, pas cher, et que les pouvoirs publics aient perdu plus d'un mois parce qu'il ne respecte pas le protocole ordinaire des études, les surprend. Quand il y va de la vie de milliers de patients, est-ce le temps des controverses académiques ?

Ils se posent d'ailleurs d'autres questions, à commencer par celle, primordiale, des chiffres. Ils se demandent comment on détermine le nombre des contaminés du Covid-19, en l'absence de tests très nombreux. Ils se demandent aussi ce que vaut le nombre des morts quand les défunts sont dans leur grande majorité des personnes âgées atteintes de plusieurs maladies graves.

Ils commencent enfin à se demander pourquoi l'on a parlé si vite et tant du coronavirus, pourquoi on a réagi si fort, pourquoi on a confiné plus d'un milliard d'êtres humains, fermé écoles, commerces, théâtres et restaurants, mis des millions de gens au chômage partiel, ruiné les compagnies aériennes et fait plonger le pétrole, en somme, noyé le monde dans la récession.

Ils savent que, même en prenant pour argent comptant les statistiques qu'on leur donne, le Covid-19 est très loin d'avoir tué jusqu'ici autant que ce que tue le paludisme chaque année, ou même la grippe certaines années. Les Français sentent que les informations sur la santé publique sont choisies dans une intention politique. Chacun a remarqué que telle maladie fait l'objet de mille émissions, telle autre non. Quel rôle y jouent Etats, groupes de pression et OMS ? Celle-ci a chanté d'abord les louanges de la Chine, maintenant les EU disent qu'un laboratoire sensible de Wuhan est à l'origine du virus, et Macron pense qu'il s'y est « manifestement passé des choses qu'on ne sait pas. » Les Français en sont convaincus depuis longtemps. Las de questions sans réponse, ils n'ont plus aucune certitude.

Cette brochure va tirer doucement sur ce fil. On nous dit que le coronavirus est une catastrophe. En quoi l'est-il, en quoi ne l'est-il pas ? Il y a le fait médical, qu'il faut examiner de près, et puis il y a le bruit fait autour de lui, un bruit excessif qui rappelle, par exemple, celui des médias occidentaux autour de la guerre du Golfe. Un bruit qui assourdit et anesthésie le jugement, associé à un parfum d'opération psychologique.

Y a-t-il une intention politique derrière ce bruit ? Si oui, de qui, comment, pourquoi ? On a présenté le coronavirus comme l'Apocalypse. Chacun sait qu'en grec apocalypse signifie révélation. Ce petit livre entend révéler, sans fanfare, mais avec des informations précises, ce qui se dessine derrière l'apocalypse annoncée.

1. Des controverses révélatrices

Le coronavirus a suscité plusieurs controverses, souvent dues aux contradictions des autorités politiques et médicales, qui ont surpris les Français, les amusant parfois, les attristant le plus souvent.

La plus simple, et la plus choquante, car plus de cent cinquante mille compatriotes ont été touchés et environ vingt mille familles ont perdu un proche ou un ami, la plus étonnante, la plus horrible si l'on y pense, c'est le refus têtu de la faculté de soigner les malades au cocktail chloroquine/antibiotique préconisé par le professeur Raoult. Peut-être est-ce une recette bancale, peut-être ses protocoles d'essais sont-ils de travers, mais, quand on nous dit que des malades meurent par milliers et que les hôpitaux s'engorgent, comment a-t-on pu tergiverser ainsi : le bon sens commandait d'essayer. On est dans le refus d'assistance à personne en danger. Des pays étrangers qui ne sont pas réputés pour leur manque de sérieux, l'Allemagne, les Etats-Unis, eux, n'ont pas hésité. Il faudra en reparler plus en détail quand nous aborderons l'affaire Raoult.

Les ennemis et les amis d'Emmanuel Macron lui reconnaissent une caractéristique : il se tient à sa décision prise, jusqu'à la raideur, jusqu'à l'obstination, on l'a vu contre les Gilets jaunes. Or, là, en

moins de quinze jours, il a fait cinq recommandations contradictoires aux Français au moment où la pandémie entrainait en France.

Le 7 mars, il allait ostensiblement au théâtre avec son épouse. Le 11 mars, sur fond de tour Eiffel, il tweetait encore : « Nous ne renoncerons à rien. Surtout pas à rire, à chanter, à penser, à aimer. Surtout pas aux terrasses, aux salles de concert, aux fêtes de soir d'été. Surtout pas à la liberté. Surtout pas à notre esprit de résistance qui fait la République si grande, la France si forte. » Et Blanquer, le sérieux Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, ajoutait qu'il ne fermerait « jamais » les écoles. Mais le 12, subitement, Macron demandait aux plus de 70 ans et aux plus fragiles de « rester chez eux autant que possible », et annonce la fermeture « des crèches, écoles, collèges, lycées, universités jusqu'à nouvel ordre ». Le 14 mars, les restaurants fermaient, les rassemblements de plus de cent personnes étaient interdits, mais Emmanuel Macron maintenait le premier tour des élections municipales et rappelait le devoir civique d'aller voter. Enfin le 16 mars la France entrainait « en guerre » : le confinement était instauré « pour 15 jours au moins ». Le président affirmait : « Nous sommes en guerre. Toute l'action du Gouvernement et du Parlement doit être désormais tournée vers le combat contre l'épidémie. De jour comme de nuit, rien ne doit nous en divertir. »

Une communication à géométrie variable a également compliqué la question des masques. Les populations d'Asie le portent, mais le porte-parole du gouvernement, Sibeth Ndiaye, les a d'abord jugés « inutiles » aux Français, et même « contre-productifs » en cas de

mauvaise utilisation. Depuis, le directeur général de la santé, Jérôme Salomon, nous a « encouragés » à en porter, et le président aussi.

La presse bleu horizon a épargné le général-en-chef de la guerre contre le coronavirus pour ses zigzags pourtant surprenants, mais les réseaux sociaux s'en sont donné à cœur joie. Le président et ses ministres ont été traités d'amateurs, de bricoleurs incapables d'anticiper, ou de criminels. Ces mots sont violents mais la politique sinusoïdale du gouvernement français étonne vraiment, en cette période critique, si longtemps après le début de la pandémie. Elle surprend d'autant plus que ces mêmes attermoissements caractérisent la politique de deux dirigeants très dissemblables d'Emmanuel Macron, Boris Johnson et Donald Trump.

Les trois hommes n'ont en commun pourtant ni le style, ni les convictions, ni les intérêts politiques. Or Boris Johnson lui aussi est passé de l'insouciance à l'urgence, et même aux urgences, puisque, contaminé lui-même, il a été traité à l'hôpital Saint Thomas de Londres. Le trois mars encore il « serrait la main de tout le monde » et s'en flattait. Le 12 mars (noter le calendrier, c'est le même que celui de Macron), il nommait la pandémie de Covid-19 « pire crise de santé publique depuis une génération ». Puis il demandait de ne sortir qu'en cas de nécessité le 16, mais laissait encore courir le marathon de Bath, auquel participèrent six mille personnes. Le 20 il fermait les écoles et les restaurants et décrétait le confinement le 23.

Donald Trump, avec ses intuitions fortes et ses prédictions parfois approximatives, suivait un calendrier semblable. Le 28 février il disait

du coronavirus et des Démocrates « C'est leur nouveau canular ». Il affirmait qu'il y avait aux Etats-Unis « quinze testés positifs » et bientôt « aucun ». En même temps, il indiquait la nécessité de continuer à travailler pour ne pas ruiner l'économie : « Il ne faut pas que le remède soit pire que le mal ». Mais le 11 mars il ferme ses frontières avec l'Europe, le 13, il déclare l'état d'urgence nationale et le 18 il se compare à un président « en temps de guerre ». Depuis, la plupart des Etats ont décidé le confinement, chacun à son rythme, c'est de leur compétence.

Donc, trois dirigeants que tout distingue ont suivi la même évolution politique à peu près en même temps : même Trump, quoi qu'il en pense peut-être, qui comparait d'abord le Covid-19 à une « simple grippe saisonnière », a fini par y voir un « virus vicieux ». Cela signifie que l'information, le conseil et l'action politique sont aujourd'hui mondiaux : Trump l'antimondialiste, Johnson le Brexiteer et Macron l'euro péiste féru de politique multilatérale ont, en apparence du moins, suivi la même courbe dans leurs paroles et leurs actes.

Que s'est-il passé le 12 mars ? L'OMS a déclaré le Covid-19 Pandémie. C'est donc l'Organisation mondiale de la santé, agence spécialisée de l'ONU, qui pilote aujourd'hui les politiques de santé publique dans le monde, centralise et diffuse les informations et donne des recommandations à tous les Etats. Stéphane Dujarric, son porte-parole, a déclaré qu'elle avait fait « un énorme travail » contre le coronavirus et « montré la force du système de santé international ».

Telle n'est pourtant pas l'opinion de Donald Trump. Dans sa conférence de presse du 7 avril, il a affirmé : « L'OMS s'est vraiment plantée. (...) Heureusement j'ai rejeté leurs conseils initiaux de laisser nos frontières avec la Chine ouvertes. Pourquoi nous ont-ils donné une recommandation aussi erronée ? » Et le 15 avril, il coupait les vivres à l'OMS en supprimant la dotation financière des Etats-Unis. Pour mieux comprendre la position de Donald Trump, nous avons ouvert le rapport annuel de l'OMS en 2019 sur les recommandations en cas de pandémie de grippe.

Le document n'est disponible qu'en anglais¹. Ses conclusions sont claires : le confinement, le suivi de contact (« tracking ») ni la fermeture des frontières ne sont recommandés, les « preuves de leur efficacité sont faibles » et le coût (social, économique, politique) en est « élevé ». Sans doute s'agit-il de recommandations visant la grippe. Mais elles s'appliquent même en cas de « pandémie grave », et il y a eu par le passé des pandémies de grippe très graves, la plus connue étant la « grippe espagnole » de 1918 -1920.

Il semblerait donc que la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis aient suivi d'abord les recommandations initiales de l'OMS avant de virer à 180 degrés à la fin de la première décade de mars. La question est : sous quelle influence ? S'est-il passé quelque chose qui explique leur revirement ? Non. Deux documents ont alarmé les hommes

¹ <https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/329439/WHO-WHE-IHM-GIP-2019.1-eng.pdf?ua=1>

politiques : le directeur général de l’OMS déclarait le Covid-19 « Pandémie » et l’épidémiologiste vedette de l’Imperial College de Londres Neil Ferguson publiait une projection catastrophique.

Examinons pour finir une autre controverse, tout aussi révélatrice. Elle porte sur l’origine du Covid-19, son lieu, son heure. Chercher l’origine d’une maladie n’est pas facile : on s’est disputé pendant des siècles sur celle de la peste noire de 1348, et quelques chercheurs ne sont toujours pas convaincus que la grippe espagnole soit née aux Etats-Unis vers la fin de la Grande Guerre.

Au dix-neuvième siècle, Pasteur a révolutionné la médecine en découvrant les « microbes », organismes microscopiques qui vivent dans d’autres organismes. Depuis, les chercheurs ont distingué parmi ces microbes des bactéries et des virus. Notre corps abrite plus de bactéries que de cellules humaines, dix fois plus de virus que de bactéries, plus d’autres microbes appelés *Archae*, plus des champignons et encore un nouveau groupe de microbes qui était encore inconnu avant le XXI^e siècle : des mini microbes dont le rôle chez l’homme n’est pas encore connu mais qui sont très nombreux. Les virus peuvent tuer les bactéries, les bactéries et les champignons sécrètent des produits empêchant la multiplication des virus, mais aussi des antibiotiques empêchant la multiplication des bactéries concurrentes. L’homme vit dans un état de guerre civile permanent où le vivant se bat contre le vivant. La plupart de ces relations se passent bien quand on est arrivé à un certain équilibre, mais la rupture de cet équilibre peut être nuisible, voire fatal.

La promiscuité, l'humidité, favorisent l'apparition de virus. Par exemple, les élevages de volailles en batterie, ou les colonies de chauves-souris dans leur grotte. Quand un animal contaminé passe le virus à d'autres animaux, cela peut en frapper un grand nombre, on nomme cela épizootie. Quand un animal le passe à l'homme, on nomme cela une zoonose. La fièvre de Malte se transmet du bétail à l'homme par une bactérie du genre *Brucella* : elle touchait jadis les bergers, aujourd'hui les professionnels de la viande par contact de bêtes infectées, et les consommateurs par l'ingestion d'un mauvais fromage. Il arrive, rarement, que l'agent infectant passe la barrière de l'espèce, c'est-à-dire qu'une fois infecté par l'animal l'homme le transmette à d'autres hommes. Cela déclenche une épidémie. C'est le cas du Covid-19. Pour cela, il faut que le virus contamine un animal « proche » de l'homme par son génome. Il s'agit souvent du singe ou du porc. Pour le Covid-19, beaucoup de chercheurs pensent qu'il aurait d'abord touché la chauve-souris, qui l'aurait transmis au pangolin (une sorte de tatou), qui l'aurait transmis à l'homme sur le marché de Wuhan, sur le Yang Tze, dans la province de Hubei en Chine centrale. Récemment, cette version officielle est mise en doute, nous le verrons plus loin en détail, mais le consensus demeure sur le lieu, la ville de Wuhan.

Tel n'a pas toujours été le cas. A la mi-mars, Donald Trump a parlé de « virus chinois » (avec même le jeu de mot *kung flu*, flu, ou influenza, signifie grippe en anglais). Il répondait ainsi à une polémique lancée en Chine par le porte-parole du ministère des affaires étrangères

chinois, Zhao Lijian. Celui-ci a repris à son compte l'opinion de Zhong Nanshan, chef de la « task force » chinoise contre le coronavirus, spécialiste des maladies respiratoires et vétéran de la lutte contre l'épidémie de SRAS (2002-2003), selon lequel le Covid-19 ne serait pas d'abord apparu en Chine. Pour Zhao Lijian, il viendrait... des Etats-Unis.

Selon l'AFP, Zhao Lijian a publié une vidéo du directeur des Centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) déclarant devant le Congrès que certains Américains que l'on croyait morts de la grippe saisonnière avaient été trouvés porteurs après leur décès du nouveau coronavirus. Avec ce commentaire : « La CDC prise en flagrant délit. Quand le patient zéro est-il apparu aux Etats-Unis ? Combien de personnes ont-elles été infectées ? Il est possible que ce soit l'armée américaine qui ait apporté l'épidémie à Wuhan. Les États-Unis doivent être transparents ! Et doivent publier leurs données ! Les États-Unis nous doivent une explication. »

Naturellement le secrétaire d'Etat américain a téléphoné au chef de la section affaires étrangères du Parti communiste chinois, Yang Jiechi, pour lui faire part de son mécontentement que la Chine tente ainsi de « faire porter le chapeau » aux Etats-Unis en semant « la désinformation et des rumeurs abracadabrantes ». En retour, selon l'agence Chine nouvelle, Yang Jiechi a adressé un « ferme avertissement aux Etats-Unis ».

Cela montre plusieurs choses. Un, que l'information diffusée de manière officielle au plus haut niveau n'est pas fiable. Deux, que les

responsables politiques lancent de part et d'autre des accusations extrêmement graves sans qu'elles soient forcément étayées. Trois, que rien ne garantit l'origine tenue aujourd'hui pour vraie du Covid-19. Comme rien ne garantit non plus la fiabilité des données fournies par la république de Chine, régime communiste sous lequel l'information est à peine plus libre et vérifiable que dans l'URSS de Staline.

Des doutes ont été exprimés sur les statistiques fournies par le gouvernement chinois. Ce ne sont que des conjectures. On a par contre la preuve que, sur la date d'apparition de la maladie, les autorités chinoises ont menti.

Une très brève chronologie l'établit. Selon la première thèse officielle donnée par Pékin, le premier malade, commerçant du marché couvert de Huanan, serait arrivé à l'hôpital central de Wuhan le 16 décembre. En réalité, on le sait aujourd'hui par un rapport des autorités chinoises, le premier cas repéré remonte au 17 novembre. Dès la fin du mois de décembre la contamination touche 266 personnes et les analyses indiquent un coronavirus proche de celui qui avait provoqué le SRAS. Cependant le trois janvier, les médecins qui traitent ce début d'épidémie sont priés de ne pas communiquer, et certains de leurs diagnostics sont modifiés afin de ne pas provoquer la panique. Le 18 janvier encore, un banquet géant réunit des dizaines de milliers de familles à Wuhan.

Sans doute le marché de Huanan a-t-il été fermé dès le premier janvier, un plan d'urgence a-t-il été conçu le six, et le président Xi Jinping a-t-il pris les choses en main lui-même, mais rien ne transpire.

C'est le black-out. En Chine. Et hors de Chine. Pékin attendra le 9 janvier pour annoncer l'émergence du nouveau coronavirus et le 12 pour partager son génome avec la communauté scientifique mondiale. Près de deux mois après le premier cas. Pire, ce n'est que le 20 janvier que la Chine a révélé que le Covid-19 n'était pas une simple zoonose, mais qu'il avait franchi la barrière de l'espèce et qu'on était donc devant une épidémie, qui pouvait se muer en pandémie. Trois jours plus tard, l'OMS reprend l'information : la maladie se transmet entre humains. Ce n'est qu'alors, le 23 janvier, que la ville de Wuhan et une grande part de la province de Hubei sont placées en quarantaine. Pour Zhong Nanshan, « le nombre de malades aurait pu être massivement réduit » si le gouvernement chinois avait agi plus vite. Il a failli au moment où l'épidémie était encore facilement maîtrisable. Donald Trump a eu tort de parler de « virus chinois », cela semble faire référence à un peuple, il aurait dû être plus précis et accuser un régime : *virus répandu par le pouvoir communiste chinois.*

2. La Bataille des chiffres

Si le Covid-19 monopolise l'attention et nous inquiète, ce n'est pas par le nombre d'humains qu'il a tués, mais par celui qu'on craint qu'il tue. En 2003, le SRAS venu de Hong Kong n'a tué que huit cents personnes, la plupart en Asie lointaine, mais il a tenu le monde en alarme et en haleine un an. Aujourd'hui, le nombre de morts du coronavirus a dépassé cent mille et certains prévoient beaucoup plus. Beaucoup beaucoup plus. C'est ce qui a poussé la plupart des gouvernements de la planète à prendre des décisions jamais vues en temps de paix. Certaines études chiffrées alarmantes ont pesé leur poids. C'est après avoir lu les projections de l'épidémiologiste Neil Ferguson, de l'Imperial College de Londres (500.000 morts au Royaume Uni en cas d'inaction, trois millions pour les Etats-Unis d'Amérique), que Boris Johnson a décidé de confiner les Britanniques. Il est donc naturel d'ouvrir un débat sur les chiffres, ceux que l'on redoute, et la manière dont on les présente.

En matière de santé comme en d'autres, les chiffres, une fois établis et vérifiés, offrent une base solide au raisonnement, mais ils servent aussi à tromper ceux qui ne font pas attention. Winston Churchill disait ne croire qu'aux statistiques qu'il avait manipulées lui-même. Le coronavirus ne fait pas exception. Les médias ont relevé par exemple que les Noirs sont plus touchés que les Blancs aux Etats-

Unis. C'est vrai. Mais il est tout aussi vrai que, jusqu'au 15 avril 2020 au moins, les Blancs sont beaucoup plus touchés que les Noirs ou les Jaunes. Cela signifie d'abord que l'hémisphère sud a été relativement épargné, peut-être pour des raisons de saisonnalité. En somme on peut émettre l'hypothèse que les pauvres des pays riches ont été la première cible du Covid-19, comme le sont aussi les obèses et les malades souffrant de diabète, d'hypertension, et les vieux. Les seules différences repérées tenant strictement à la nature sont que les hommes courent plus de risque que les femmes et, parmi les groupes sanguins, les A plus que les O.

Situons maintenant le problème du coronavirus dans ses grandes lignes. Environ cinquante-sept millions d'êtres humains meurent chaque année. L'espérance de vie à la naissance croît dans le monde, elle atteint aujourd'hui 73 ans, avec la richesse, l'amélioration de l'alimentation, de l'approvisionnement en eau, le progrès de la médecine. Les principales causes de mort étaient en 2016, dans l'ensemble et dans l'ordre, les cardiopathies ischémiques, les AVC, la broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPPCO), puis seulement les infections des voies respiratoires basses, les démences diverses et les cancers de l'appareil respiratoire. Les infections respiratoires ont fortement régressé depuis vingt-cinq ans : on en comptait 4.500.000 voilà trente ans, plus de trois millions cinq cent mille en 2000 et seulement 2.600.000 aujourd'hui. En somme, on n'a jamais tant parlé d'infections pulmonaires que ces dernières années, on n'en est jamais si peu mort.

Bien sûr, les principales causes de mort ne sont pas les mêmes dans les pays riches et les pays très pauvres : dans les pays très pauvres les infections respiratoires sont la principale cause de mort, dans les pays riches, elles n'arrivent qu'en sixième position, très loin derrière les maladies de cœur, qui tuent quatre fois plus, et même loin de la broncho-pneumopathie chronique. En somme, c'est là où elles tuent le moins que les broncho-pneumopathies font le plus peur².

Au 16 avril 2020, on a recensé officiellement dans le monde environ 135.000 morts du coronavirus et en France environ 17.200 morts. On peut donc admettre, avec Didier Raoult³ que le Covid-19 aura peu d'effet sur la mortalité annuelle et aucun sur l'espérance de vie des Français et des Européens. En effet, les personnes âgées déjà malades forment le gros des décès, en Asie et en Europe, comme le confirment l'Italie, la France et le Luxembourg, où l'âge moyen des morts par coronavirus dépasse 82 ans.

Donnons maintenant le nombre annuel des morts, toutes causes confondues, en France. Il augmente à cause de la pyramide des âges. Il était de 521.016 en 2007, de 532.131 en 2008, de 593.606 en 2017, et de 596.552 en 2018 selon l'INED⁴. L'INSEE donne, lui, 610.000 pour 2018⁵. La fourchette entre les deux instituts est de plus de 13.000 morts, soit plus de 2 %.

² <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/the-top-10-causes-of-death>

³ Didier Raoult - *Epidémies vrais dangers et fausses alertes*

⁴ <https://www.ined.fr/fr/tout-savoir-population/chiffres/france/mortalite-cause-deces/deces-sexe/>

⁵ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4218743?sommaire=4204068>

Ces généralités établies, rappelons en quoi le Covid-19 constitue un problème de santé publique et pourquoi il inquiète.

Au début de l'épidémie, on s'inquiétait principalement à cause de deux données, le taux de contagion, qu'on disait nettement plus élevé que celui de la grippe, et le taux de mortalité, qui paraissait très élevé (on parlait de 5, voire de 10 %) : la combinaison des deux facteurs faisait craindre le pire. Certains prédisaient des dizaines de millions de morts. Comme la grippe espagnole dans les années 1918-1920.

Aujourd'hui, face à la pandémie, quatre données surtout sont surveillées : le nombre de contaminés repérés, le nombre de malades graves, le nombre de malades sous réanimation, et le nombre de morts.

Le nombre des malades graves et des malades en réanimation est important du point de vue des soins. C'est lui qui, en raison du nombre limité de lits, des appareils et de soignants, a, par exemple, engorgé les hôpitaux de certaines régions et mené le gouvernement à délocaliser des malades du Grand Est à la Nouvelle Aquitaine, le Luxembourg et l'Allemagne.

Mais le taux de contagion et le taux de mortalité restent primordiaux pour déterminer la gravité de la pandémie, et un troisième nombre est nécessaire à les déterminer, le nombre total des contaminés.

En théorie, on calcule facilement le taux de mortalité : il suffit de diviser le nombre de morts par le nombre de contaminés. En pratique, c'est plus compliqué : le nombre des morts n'est connu qu'à la fin, et le taux de nombre total des contaminés n'est jamais connu, il n'est

qu'estimé. En l'absence de dépistage massif, l'estimation dépend de modèles mathématiques qui dépendent eux-mêmes d'hypothèses et donnent des résultats qui divergent très fortement.

Ainsi, dans son discours du 13 avril, Emmanuel Macron a-t-il affirmé qu'« une très petite proportion de nos compatriotes » était à ce jour infectés, alors que, deux semaines plus tôt, Neil Ferguson, épidémiologiste à l'Imperial College de Londres, estimait leur nombre à deux millions et la proportion des Européens touchés à 5 %⁶ ! Le rapport se détaillait ainsi : au 30 mars, deux millions de Français auraient été touchés, six millions d'Italiens, sept millions d'Espagnols mais seulement 600.000 Allemands.

Pour approcher plus précisément la question, il faut examiner l'étude publiée le mardi 14 avril par le *New England Journal of Medicine* et citée par l'AFP⁷. Certains pays, tels la Corée du Sud ou l'Allemagne, ont utilisé des tests de dépistage plus que la France ou l'Italie, mais nul plus que l'Islande.

Ce pays présente deux avantages, c'est une île, et sa population est petite (364.000 habitants), et elle a mené en outre une politique hâtive et volontaire, commençant les tests systématiques un mois avant que ne soit confirmé son premier cas de maladie, dès le 31 janvier : ont été testés en premier les voyageurs revenant de zones à risque, Chine, Alpes autrichiennes, italiennes et suisses. 13,3 % des testés ont été

⁶ <https://www.lesechos.fr/monde/europe/covid-19-un-europeen-sur-vingt-serait-deja-infecte-1190793>

⁷ <https://actu.orange.fr/societe/sante/comment-l-islande-a-battu-le-reste-du-monde-pour-le-depistage-du-coronavirus-CNT000001pm8fq.html>

découverts séropositifs, ils ont été isolés et traités immédiatement. Au 13 mars une deuxième vague de 27.000 tests a été lancée au hasard sur des Islandais sans symptômes ou avec des symptômes bénins type rhume. La proportion de positifs s'est située entre 0,6 et 0,8 %. Cela indique que la contagion dépend de la réaction à la maladie. Les personnes immédiatement dépistées et isolées n'ont pas contaminé leurs compatriotes.

L'Islande a fait l'effort énorme de tester dix pour cent de sa population, l'équivalent de 7 millions de personnes en France ou 150 en Chine. Elle a détecté 1.720 cas, ce qui donnerait proportionnellement plus de 350.000 cas en France, mais n'a eu que huit décès, ce qui équivaut, toutes proportions gardées, à moins de 2.000 morts en France et à une mortalité de 0,47 %. Pour en revenir au nombre total des contaminés en France, où le virus a circulé longtemps sans test ni isolation des porteurs asymptomatiques, il est probable qu'il soit plus proche de ce qu'estime Neil Ferguson que de ce que dit Emmanuel Macron. 43 % des positifs islandais ne présentaient pas de symptômes, ce qui confirme que les asymptomatiques et les pré-symptomatiques sont nombreux et contribuent fortement à la contagion ; mais que la mortalité du virus est nettement inférieure à ce que l'on pouvait craindre.

Le 15 mars 2020, quand on craignait un taux de mortalité du Covid-19 très élevé au vu de la Chine et de l'Italie, le ministre de l'Education Nationale, Jean-Michel Blanquer, faisait une déclaration sur France Info. Reprenant « ce que disent les scientifiques », il affirmait : le

corona touchera « probablement plus de la moitié des Français », retenant pour sa part la fourchette 50-70 %. Or, le taux de mortalité était estimé à l'époque par les plus modérés à 2 %. Faisons le calcul : 50 à 70 % des Français, cela fait entre 33,5 et 47 millions d'infectés, multiplié par 2 %, cela entre 670.000 et 940.000 morts. Telle était alors la prophétie de notre imperturbable ministre. Même avec un taux *dix fois inférieur*, de 0,2 %, on arrive d'ailleurs à une fourchette 67-94.000 morts. Les déclarations inconsidérées des officiels étaient destinées à engendrer la peur.

Revenons maintenant à la chronologie du Covid-19 pour calculer son taux de mortalité apparent. A ses débuts en Chine, les premiers cas semblaient tous mortels car seules les formes très graves étaient testées, exactement comme pour le SRAS. Puis, à mesure que le diagnostic s'est étendu et que des porteurs asymptomatiques ou pré-symptomatiques ont été testés, la proportion de morts n'a cessé de diminuer. En janvier 2020, la mortalité de la zone Wuhan était de 5,6 % et, en dehors de cette zone, elle était inférieure à 0,5 %. Aujourd'hui, après que le confinement a été levé, le gouvernement chinois fait état d'environ 83.000 contaminés pour 4.600 morts, soit à peu près 5,5 %.

Estimant que les statistiques d'un pays totalitaire ne sont pas fiables, on dit aujourd'hui qu'elles minimisent le nombre de morts. On se fonde sur le nombre d'urnes funéraires fournies dans la ville de Wuhan à la fin du confinement, très supérieur à celui des morts allégués du coronavirus. L'argument est faible : chaque mois, Wuhan,

avec ses onze millions d'habitants, « produit » un nombre de morts très supérieur à celui des victimes du coronavirus. En fait, l'accusation portée contre les Chinois d'avoir minimisé le nombre de leurs morts avive l'angoisse des Européens.

Ce qui semble très probable, à l'inverse, c'est que Pékin donne un nombre de contaminés grossièrement sous-évalué. Le 31 janvier, Europe 1 titrait en effet : « Le coronavirus fait 213 morts en Chine, plus de 100.000 personnes contaminées »⁸. 213 morts pour 100.000 contaminés. Aujourd'hui, pour 4.600 morts, le chiffre de 800.000 contaminés circule, ce qui donnerait un taux de mortalité très faible.

L'attention se porta peu à peu sur la différence très forte, selon les pays, du nombre de cas répertoriés et de décès. Pour s'en tenir à l'Europe, où deux tiers des victimes se concentrent pour l'instant, au quinze avril 2020 et d'après Wikipedia, l'Italie comptait environ 21.640 morts pour 161.160 contaminés recensés, l'Espagne 19.130 morts pour 182.820, la France 17.170 pour 106.210. Tandis que l'Allemagne comptait 3.850 morts pour 135.550 contaminés recensés, l'Autriche 410 pour 14.370, la Suède 1.330 pour 12.540 (un taux de mortalité très élevé) la Norvège 150 pour 6.850. Pour mémoire, la Corée du Sud, le premier vainqueur du coronavirus, avait 230 morts pour 10.610 contaminés recensés.

Si l'on cherche l'explication de ces différences, la façon dont les pays ont combattu le coronavirus est sans doute la principale. L'Allemagne, la Suède, la Norvège, l'Autriche, comme la Corée du Sud ont suivi le

⁸ <https://www.europe1.fr/international/le-coronavirus-fait-213-morts-en-chine-plus-de-100000-personnes-contaminees-3946608>

modèle islandais. La France, l'Espagne et l'Italie ont laissé proliférer le virus avant de confiner la population. On doit noter qu'elles ont subi la maladie plus brutalement avec un engorgement des hôpitaux et un plus grand nombre de morts. On peut espérer que, le virus ayant plus circulé, la population se rapproche davantage de l'immunité de groupe. Cet avantage putatif a cependant été cher payé. Si l'on compare deux pays proches par leur taille, l'Espagne et la Corée, la réponse coréenne a permis de limiter l'infection à un très petit nombre de cas (10.000 pour un pays de 52 millions d'habitants, cela équivaut à 9.400 pour l'Espagne, 49 millions). Et à un nombre de morts insignifiant 210, équivalent à 197 morts pour l'Espagne qui, pour mémoire, en totalisait 19.130 le 15 avril 2020.

Disons un mot maintenant du nombre de morts prédit par les épidémiologistes catastrophistes. Neil Ferguson, dont les prophéties ont porté Boris Johnson à confiner les Britanniques a revu ses projections à la baisse *un jour tout juste après cette décision*. Cette promptre retraite, qui démasque l'intention politique de ses surévaluations, est due à une riposte du professeur Sunetra Gupta, d'Oxford. Celle-ci, très britannique, s'est écriée à l'issue d'une critique de la modélisation de Ferguson : « Je suis surprise qu'on ait tant accepté le modèle de l'Imperial College, sans compétence pour l'évaluer ». A Oxford, on a un modèle différent, et l'on pense que le coronavirus pourrait déjà avoir infecté la moitié de la population britannique, et que le taux de mortalité serait donc plus faible. Malgré cela, Ferguson persiste dans l'ensemble dans sa façon de voir

catastrophiste, il a tenu à le préciser. Pour lui, le virus se répand vite et il est très mortel⁹.

Du temps de Molière, les médecins, les grammairiens se disputaient, aujourd'hui, ce sont les prévisionnistes, les facteurs de modèles mathématiques.

La réalité, c'est qu'on met ce qu'on veut dans un modèle mathématique : il recrache ensuite les prédictions qui découlent des équations et des paramètres entrés et, il est de bon ton de ne jamais le mentionner, de l'intention du modélisateur. Pour le professeur Raoult, et beaucoup de ses confrères pensent comme lui sans le dire, cette manière de raisonner n'a rien à voir avec la réalité observée par le médecin qui traite en vrai les maladies infectieuses. Selon lui, leur « manière de représenter la transmission n'est pas raisonnable. C'est une façon de transformer en mathématiques des phénomènes extrêmement complexes, qui n'est jamais lucide. (...) Il faut toujours avoir à l'esprit que les maladies infectieuses sont des maladies d'écosystème. La vision pasteurienne, un microbe, un homme, point final, comme celle de Koch, sont des notions intéressantes mais elles datent du XIX^e siècle, elles n'expliquent qu'une petite partie des choses. (...) Ce qui fait qu'on ne peut pas étendre l'épidémiologie de

⁹ <https://www.dailywire.com/news/epidemiologist-behind-highly-cited-coronavirus-model-admits-he-was-wrong-drastically-revises-model?ref=patrick.net>

<https://nymag.com/intelligencer/2020/03/oxford-study-coronavirus-may-have-infected-half-of-u-k.html>

ce que l'on voit dans un endroit au reste du monde. D'autant que le rôle des saisons et de la température reste inconnu dans ce domaine »¹⁰.

En somme il est illusoire d'essayer de prévoir comment se propage un virus, ou comment évolue la résistance des hommes aux antibiotiques, parce qu'il ne s'agit pas d'objets inertes mais d'organismes vivants, l'agent infectant, l'homme, et les éléments composant l'environnement qui les relie. Il utilise une image, la théorie du croquet vivant d'Alice au pays des merveilles : Alice joue au croquet, mais le bâton du croquet est un flamant rose et la boule, un hérisson. Trois êtres vivants dont les objectifs sont imprévisibles. « Le flamant rose tourne la tête à droite ou à gauche, le hérisson se met en boule ou pas, leurs réactions sont trop variables pour qu'Alice puisse les deviner, donc la chance que le bâton frappe la boule et l'envoie sous l'arceau est proche de zéro. »

En somme, les scientifiques consciencieux ont peu de chose à répondre aux questions du public. En particulier, tant qu'on ne connaît pas le nombre des contaminés, toute hypothèse sur le taux de mortalité est fragile et la prédiction du nombre de morts final impossible. Or la propagation de l'épidémie dépend d'un nombre de facteurs qu'on ne connaît pas et qu'on découvre peu à peu.

Exemple, cette étude qui vient d'Italie et qui contribue à comprendre pourquoi le nord du pays a été si vite et si gravement touché. A Castiglione d'Adda, commune de la province de Lodi en Lombardie

¹⁰ Didier Raoult - *Epidémies vrais dangers et fausses alertes*

comptant 4.600 habitants et mise en quarantaine, on a procédé début avril à un test sur les donneurs de sang. Sur 60 testés, 40 ont été reconnus positifs, sans qu'ils aient présenté ou avoué de symptôme. Or, au 21 mars, 62 morts étaient attribués au coronavirus depuis février, alors que, selon le maire du bourg, Costantino Pesatori, il n'y a eu que 50 décès en tout en 2019¹¹. On peut penser que le don du sang a joué un rôle dans la propagation du virus en Italie. Et ailleurs ?

Enfin, parmi les données à surveiller dans cette épidémie figure le nombre des morts. Disons un mot sur la façon de les compter.

Un peu après la mi-mars paraissait une étude en Italie qui établissait deux choses : l'âge moyen des morts était de 79 ans et demi, et moins de 1 % (un pour cent) des morts était, auparavant, *en bonne santé*. Pour être plus précis, un quart d'entre eux souffrait d'une autre maladie, un autre quart de deux maladies, et la moitié d'entre souffrait de trois autres maladies ou plus, 75 % souffrant d'hypertension. C'est ce que les médecins nomment la poly-morbidité¹². Depuis, cette poly-morbidité compte pour beaucoup dans le pronostic du coronavirus. Cela pose bien sûr un problème de décompte des décès. On sait que les patients du coronavirus ne meurent pas du virus lui-même mais des surinfections bactériennes qu'il amène, ce qui explique que les médecins donnent des antibiotiques à leurs malades. Mais, dans le cocktail de maladies dont souffrent les patients, laquelle détermine

¹¹ <https://www.unz.com/istevve/40-of-60-blood-donors-in-one-northern-italian-town-tested-positive/>

¹² <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-03-18/99-of-those-who-died-from-virus-had-other-illness-italy-says>

cette surinfection ? En d'autres termes, parmi les humains qui meurent « du coronavirus » et sont enregistrés comme tels, quels sont ceux qui sont morts *avec* le coronavirus et non *du* coronavirus, et dans quelles proportions ? Seule une analyse fine permettra de déterminer à la fin et la mortalité du coronavirus et son taux de mortalité. Aujourd'hui, tous les Américains dont le coronavirus est « supposé avoir causé la mort ou y avoir contribué » doivent voir la mention « Covid-19 » portée sur leur certificat de décès¹³.

On peut procéder d'une autre manière : estimer le nombre des morts d'une maladie au lieu de les compter. C'est ce que fait l'INSEE tous les ans pour la grippe. Elle constate en hiver une surmortalité par rapport aux autres saisons, qu'elle attribue à la grippe et d'autres syndromes respiratoires : ce nombre est bien supérieur à celui des gripes inscrites par les médecins sur les certificats de décès.

On peut faire la même chose avec le coronavirus, et on l'a fait. Selon l'INSEE, la mortalité brute en France, pour les mois de janvier, février et mars est inférieure en 2020 à ce qu'elle a été en 2017, 2018 et 2019. Cela surprend, puisque le nombre des morts augmente tendanciellement en France, on l'a dit plus haut.

Pour le seul mois de mars, la plus mauvaise année fut 2018, marquée par la très mauvaise grippe hivernale 2017-2018¹⁴.

¹³ <https://www.cdc.gov/nchs/data/nvss/coronavirus/Alert-2-New-ICD-code-introduced-for-COVID-19-deaths.pdf>

¹⁴ <http://www.francesoir.fr/societe-sante/le-nombre-cumule-des-deces-fin-mars-2020-est-toujours-inferieur-aux-annees-anterieures>

Le nombre de décès sur les routes a un peu baissé ; les morts de la grippe aussi et surtout le nombre des accidents cardio-vasculaires – ces deux derniers éléments donnant à penser que de nombreux décès ont été attribués indûment au coronavirus. Ces données sont à prendre avec prudence parce que certaines données, envoyées par la poste et non par courrier électronique, sont comptées avec retard par l'INSEE. Il faudra attendre quelques mois pour une certitude. Puis le mois d'avril sera certainement différent. Mais ce qu'on peut affirmer sans risque de se tromper, c'est que le Covid-19 n'a pas été la catastrophe médicale annoncée, et qu'il n'aura très probablement pas d'effet sur la mortalité française en 2020, et moins encore sur l'espérance de vie des Français.

On conclura ce chapitre d'une phrase : les données agitées depuis le début de la pandémie n'ont qu'une valeur transitoire et manifestent surtout, de la part de l'OMS, des gouvernements et des médias, l'intention de dramatiser le phénomène.

3. L'affaire Raoult

Le docteur Didier Raoult, qui dirige l'Institut hospitalier universitaire de Marseille, est devenu une vedette française et mondiale en inventant un remède au Covid-19 qui a provoqué une forte controverse, toujours ouverte. C'est, dans son métier, la médecine des maladies infectieuses, une sommité reconnue en France et à l'étranger, qui a publié un nombre impressionnant d'études dans des journaux scientifiques internationaux.

La controverse a porté principalement sur le traitement proposé par Raoult, la combinaison d'un antipaludique et d'un antibiotique, sur son efficacité, ses effets secondaires et les protocoles d'essai suivis, mais elle touche aussi à certaines déclarations du professeur sur la pandémie et sur d'autres sujets, et à sa personnalité.

Après avoir lu des études chinoises, Didier Raoult a pensé qu'un antipaludéen classique, la chloroquine était un médicament prometteur et il en a demandé l'utilisation en France dès le mois de février, le quotidien *les Echos* le notait dès le 25. Il a fait chez lui à Marseille un premier essai portant sur 20 personnes, puis sur 80 de l'hydroxychloroquine, commercialisée en France sous le nom de Plaquenil, associée à un antibiotique, l'azithromycine. Le Plaquenil a pour fonction d'abaisser la charge virale, donc non seulement de soigner le patient mais de freiner la contagion, et l'antibiotique lutte

contre les surinfections bactériennes, qui, en pratique provoquent les grandes difficultés respiratoires, et dans certains cas, tuent le malade. Plusieurs épidémiologistes, amplement relayés par la presse, ont fait valoir que les essais du professeur Raoult ne respectaient pas le protocole ordinaire des études en la matière. Ces essais portent sur un petit nombre de cas et ne sont pas « randomisés en double aveugle ». Pour être sûr de la valeur d'un médicament, il est d'usage dans la recherche de constituer deux groupes de nombreux patients, de donner le médicament à l'un et un placebo à l'autre sans que ni les patients ni les soignants ne sachent ce qui est donné, puis de comparer les résultats.

Raoult voit les choses autrement. Pour lui, mieux vaut guérir que mourir : « Le médecin doit réfléchir comme un médecin, non comme un méthodologiste. » Il constate d'abord que « 90 % des traitements qu'on a inventés en maladies infectieuses n'ont jamais donné lieu à de telles études. Jamais. Si le médicament tuait le microbe, c'est que ça marchait. Quand l'évaluation s'est éloignée du terrain pour devenir une activité à part, soutenue par des capitaux importants, on a mis en place des normes de vérification de plus en plus lourdes. » Et il ajoute, du point de vue moral, qu'un médecin est tenu au serment d'Hippocrate : il n'a pas constitué de groupe témoin parce qu'il a soigné tous ceux qui étaient testés positifs !

Maintenant, la grande question, le traitement est-il efficace ? Beaucoup le pensent. Deux pétitions signées par des centaines de milliers de personnes, l'une lancée par l'ancien ministre de la santé

Philippe Douste-Blazy, l'autre par trois pontes de la médecine et de la pharmacie, Fabien Calvo, Jean-Luc Harousseau et Dominique Maraninchi ont demandé aux autorités françaises d'en permettre l'utilisation massive.

En outre, une vingtaine de pays ont adopté le traitement à la chloroquine, dont les Etats-Unis, l'Inde, le Maroc, la Suède, les Pays-Bas, la Belgique, la Corée. Notons tout de même que la Suède en est revenue. Et de nombreux spécialistes, médecins ou chercheurs, persistent à dire et penser que les études ne prouvent pas l'efficacité du traitement proposé par Didier Raoult.

Que donne-t-il à Marseille ? L'IHU a publié le 10 avril 2020 une étude portant sur 1.061 personnes atteintes du coronavirus et traitées par l'équipe de Raoult. 973 ont été guéris en dix jours (91,7 %). 41 ont été gardés à l'hôpital, dont 10 en soins intensifs. Au bout de dix jours de traitement supplémentaire, 25 ont été guéris, 16 sont encore hospitalisés au moment de la publication de l'étude, et 5 enfin, âgés de 74 à 95 ans, sont morts. Soit un taux de décès au jour de la publication de 0,47 % - mais, dans le pire des cas, si les 16 restant à l'hôpital décédaient, cela porterait le taux de mortalité $(5+16/1.061)$ à 2 %. Sans doute le professeur Arnaud Fontanet, épidémiologiste a-t-il raison en théorie de dire que « malheureusement, en absence de bras comparatif c'est extrêmement difficile de savoir si le traitement est efficace ou pas ». Mais il est très facile de voir que le résultat (entre 0,47 % et 2 %) est bien meilleur que le taux de mortalité enregistré dans l'ensemble des autres hôpitaux français, c'est-à-dire, au 15 avril,

10.129 décès pour un peu plus de cent mille cas positifs et moins de 80.000 hospitalisés, soit environ 10 %.

Si l'on en croit maintenant les données fournies par Raoult le 15 avril 2020, la chose est encore plus frappante. 32.000 tests effectués. 4.300 séropositifs. 2.628 malades traités. 10 morts. C'est-à-dire un taux de mortalité de 0,38 pour cent.

De toute manière, rien n'empêchait de dispenser massivement, dès février, en l'absence de tout autre traitement, la recette du professeur Raoult, puis de mener pour satisfaire l'académie une recherche rétrospective par la suite.

Rien ? Si : les effets secondaires.

Ceux-ci ont été invoqués pour freiner l'utilisation de l'hydroxychloroquine. Ils sont nombreux, parfois graves, et bien connus, car la chloroquine est utilisée couramment depuis des dizaines d'années contre le paludisme, et quelques autres affections. Ces effets affectent les cardiaques, les personnes atteintes à la rétine ou au rein. Cette liste n'est pas exhaustive. On a connu, dans le traitement du paludisme, des aggravations de ces maladies, et des décès, dus à la chloroquine. Dans le traitement du coronavirus, quelques accidents ont été signalés.

Cet inconvénient réel ne suffit pas à proscrire l'usage de la chloroquine pour deux raisons principales. La première est que le médicament n'est pas en France en vente libre : il est de la responsabilité du médecin de le prescrire, en s'assurant bien sûr qu'il n'y a pas de contre-indication avec les antécédents du patient. Les

médias ont fait beaucoup de bruit autour d'un cas survenu aux Etats-Unis, où un homme avait ingurgité un nettoyant d'aquarium contenant de la chloroquine : cela n'a rien à voir avec la question, et trahit l'intention de nuire au docteur Raoult.

La deuxième raison est que les effets secondaires dangereux de la chloroquine se manifestent en général après un usage long du médicament, ce qui n'est pas le cas dans le traitement du Covid-19. Il ne semble donc pas que, à l'hôpital, ni même en médecine de ville attentive, le traitement de Raoult puisse provoquer des effets secondaires graves. Parmi les 1.061 patients traités au 11 avril 2020, le professeur marseillais n'a d'ailleurs constaté « aucune toxicité cardiaque »¹⁵.

Certains confrères du docteur Raoult, et de nombreux médias, ont montré cependant un scepticisme et une malveillance qui transparait jusque dans le grand essai européen Discovery, où sa méthode est testée, mais seulement pour les cas graves (quand la charge virale a beaucoup régressé) et non au stade initial de la maladie, comme il le préconise : comme si on voulait qu'il échoue au test.

Cette malveillance dépasse le traitement pour déborder sur l'homme et sur certaines de ses déclarations, qui déplaisent. Qui déplaisent, par exemple, on l'a déjà vu, aux chercheurs, parfois des sommités, comme Françoise Barré-Sinoussi, prix Nobel de médecine. Qui déplaisent en

¹⁵ <https://sante.journaldesfemmes.fr/fiches-maladies/2627525-chloroquine-coronavirus-france-hydroxychloroquine-resultat-traitement-effets-secondaires-macron-marseille-raoult/>

général à ceux qui se servent de modèles mathématiques pour prédire le pire.

Pour Raoult, il le répète sans cesse, les coronavirus, comme les autres virus, comportent dans leur diffusion et leur action des mystères imprévisibles, et le Covid-19 ne fait pas exception, il n'est pas particulièrement virulent. Il dit et il pense que son traitement simple et pas cher gêne certains laboratoires et tous ceux qui s'appliquent à affoler le public. Il a fait aussi dans son livre une critique serrée des pandémies dont l'OMS s'est faite la propagandiste depuis vingt ans. Il affirme que la peur de la pandémie est suscitée et exploitée. Pour le coronavirus, il a proposé, comme l'ont fait les Coréens avec succès, et comme il « l'enseigne depuis 42 ans », d'identifier les porteurs, de les isoler, de les soigner.

En somme, il condamne le confinement, « méthode qui nous ramène au Moyen Âge et interrompt la vie économique » et qui n'a « jamais bien marché, nous sommes bien placés, ici à Marseille, pour le savoir ». Il analyse avec ironie comment le classement administratif des laboratoires français ralentit et complique le dépistage de certaines maladies infectieuses. Tout cela lui vaut une mauvaise réputation non seulement au gouvernement (notamment quand Agnès Buzyn occupait le fauteuil de ministre de la santé alors que son époux, Yves Lévy, directeur de l'INSERM, est l'ennemi intime de Raoult), mais avec les mandarins, les journalistes qui traitent de la question : l'affaire Raoult est plus large qu'une affaire d'Etat, c'est une affaire de Système. La pensée conformiste et les grands intérêts n'aiment pas ce franc-tireur.

Il faut dire qu'il est ouvertement « climato-sceptique », comme on dit d'un mot qui n'est pas tout à fait neutre : il avoue ne pas croire que l'homme réchauffe le climat. Il pense que l'obligation de croire à ce dogme d'aujourd'hui est imposée pour des motifs économiques et politiques, et, de son point de vue de médecin, qu'elle peut avoir des conséquences tragiques sur les épidémies. Il en a raconté une. Cela se passait en Haïti. Laissons-lui la parole : « A la suite du tremblement de terre, et du fait du risque d'émeute sociale, l'ONU, sous la couverture de l'OMS, avait envoyé un certain nombre de soldats, payés pour faire régner la paix, parmi lesquels des soldats du Népal. Une épidémie de choléra, d'une immense violence, se déclenche alors et les Haïtiens pointent du doigt les soldats du Népal (le Népal est un pays endémique du choléra), et manifestent en disant que tout est parti de leur camp. »

Or les premiers scientifiques contactés font l'hypothèse que l'épidémie de choléra est liée au réchauffement de la planète, dû au courant marin El Niño apparaissant en Amérique du Sud. Selon eux, El Niño aurait trop réchauffé la mer et produit cette épidémie de choléra. Renaud Piarroux fait alors une investigation épidémiologique extrêmement précise, et montre que tout est parti de la rivière qui draine le camp des Népalais. Il veut publier son travail avec Raoult, mais personne ne veut le publier car il est à contre-courant. Le nouveau dogme concernant le choléra, en effet, en fait une maladie due au réchauffement de la planète et à la pollution. Or ce dogme est faux, le choléra est dû au traitement des eaux usées, en particulier des

excréments. En Haïti la source de la transmission l'épidémie était l'eau souillée par les matières fécales de patients qui ont le choléra, pas l'eau de mer. Raoult et Piarroux envoient l'article au *Lancet* : refusé. Heureusement, très peu après la séquence du génome du vibrion (*Vibrio cholerae*) était publiée, en même temps que celle des vibrions du Népal, qui montrait qu'il s'agissait de la même souche. Depuis, des milliers de séquences de cette bactérie ont été publiées, qui le confirment. Renaud Piarroux a raconté cette aventure dans un ouvrage : *Choléra. Haïti 2010-2018 : histoire d'un désastre*.

L'épidémie de Haïti ne s'est pas arrêtée tout de suite, car l'OMS n'a pas voulu reconnaître que cela relevait de sa responsabilité. On savait pourtant, depuis deux siècles, que les épidémies voyageaient avec les troupes infectées, et qu'avant de déplacer des personnes d'un pays dans lequel sévit une épidémie dans un autre pays où la situation est catastrophique, il vaut mieux vérifier qu'elles ne sont pas contagieuses. L'ONU a fini par reconnaître, avec l'OMS, sa responsabilité. Et l'épidémie a été stoppée. Au résultat cependant, 10.000 Haïtiens sont morts d'une erreur de diagnostic imputant au « réchauffement climatique » une classique infection par les excréments.

Avec de telles positions, Didier Raoult ne s'est pas fait des amis parmi les conformistes bien-pensants.

Mais il ne s'en fait pas non plus parmi les « complotistes » et les gens « d'extrême droite » qui pullulent sur les réseaux sociaux. Ils lui reprochent un « antiracisme », manifesté à plusieurs reprises,

notamment dans *Le Point* du 20 septembre 2016. Ils lui en veulent encore plus pour son « immigrationnisme ». N'a-t-il pas dit : « Ne vous faites pas d'illusion, la science française fonctionne avec des immigrés ; le moteur de la guerre, c'est les immigrés. Ce sont les meilleurs. Et pourquoi ce sont les meilleurs. Parce qu'en Afrique, pour échapper à votre destin vous n'avez pas 36 solutions. L'avenir et la gloire pour eux, c'est la recherche. Alors les tout meilleurs, les plus intelligents, les plus dynamiques, ceux qui travaillent le dimanche chez moi, c'est que des Noirs et des Arabes, voilà. C'est comme ça. C'est le mode d'évolution de notre société. C'est comme ça. » Certains ne lui pardonnent pas d'être « sioniste » et d'avoir « une femme juive ». Ils le soupçonnent même d'avoir voulu enrichir un laboratoire israélien en utilisant de l'azithromycine.

Avec cela l'affaire Raoult n'est pas close. Au milieu du mois d'avril il a lancé une vidéo pour dire que l'épidémie touchait à sa fin à Marseille, ce que bien sûr d'autres médecins ont jugé faux, prématuré ou même dangereux¹⁶.

L'homme n'est pas à une provocation ni une controverse près. Mais de deux choses l'une : soit le taux de mortalité finale de la pandémie, sans traitement, est voisin des résultats de l'équipe Raoult, et cela voudra dire que le coronavirus était bénin et que le confinement est une sottise absolue, soit il est nettement supérieur : et dans ce cas le gouvernement français et les mandarins qui se sont opposés à

¹⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=5gMj6r9t-F4>

l'utilisation massive et précoce du traitement Raoult auront commis un véritable crime.

Emmanuel Macron, qui préfère la pensée complexe à la pensée aristotélicienne a conclu, après lui avoir rendu visite : « Didier Raoult est un grand scientifique. » En même temps il s'est gardé de suivre ses recommandations.

4. Gouverner par la peur

On le voit, il y a un gouffre immense entre la réalité médicale de l'épidémie de Covid-19 et le bruit qu'on fait autour, accompagné de toutes les conséquences psychologiques, sociales, économiques et politiques qu'engendre ce bruit. Pour citer encore le professeur Didier Raoult, la description du nouveau virus a « entraîné une hystérie mondiale », bien que les scientifiques aient très vite démenti les taux de mortalité fantastiques d'abord agités.

Il est d'usage de rejeter la responsabilité de cet alarmisme sur la presse, ce prétendu quatrième pouvoir dont on déplore l'irresponsabilité. C'est injuste, et c'est faux. Sans doute les médias aiment-ils exploiter l'amour de la peur du public comme les grand-mères d'autrefois aimaient faire briller les yeux des enfants de crainte et de plaisir en leur racontant leurs histoires d'ogres et de loups. Les grands-mères utilisaient les frissons qu'elles provoquaient pour enseigner à leur marmaille d'utiles vérités : les médias, eux, transmettent les inquiétants fantômes que des autorités plus hautes qu'eux leur fournissent. Ce sont les organes de propagande du gouvernement de la peur.

Ce gouvernement se veut et se place au-dessus des nations. Jacques Attali, ce compilateur avisé de textes officiels, qui fut le sherpa de François Mitterrand et a conseillé depuis quatre présidents, Chirac, Sarkozy, Hollande et Macron, se veut le prophète de ce gouvernement

du monde et s'en fait, sur son blog ou dans divers journaux, dont *l'Express*, le garde-champêtre : il en publie à l'avance les avis. Voici par exemple ce qu'il écrivait le trois mai 2009 :

« L'Histoire nous apprend que l'humanité n'évolue significativement que quand elle a vraiment peur : elle met alors d'abord en place des mécanismes de défense ; parfois intolérables (des boucs émissaires et des totalitarismes) ; parfois futiles (de la distraction) ; parfois efficaces (des thérapeutiques, écartant si nécessaires tous les principes moraux antérieurs). Puis, une fois la crise passée, elle transforme ces mécanismes pour les rendre compatibles avec la liberté individuelle, et les inscrire dans une politique de santé démocratique.

« La pandémie qui commence pourrait déclencher une de ces peurs structurantes. »

Il évoquait deux éventualités. Premier cas, elle n'est « pas plus grave que les deux précédentes peurs liées à un risque de pandémie (la crise de la vache folle de 2001 en Grande Bretagne et celle de la grippe aviaire de 2003 en Chine) ». Il prévoit des conséquences en matière d'organisation, par analogie avec 2003. L'OMS lance des procédures mondiales d'alerte. Et surtout la fourmilière asiatique sert de laboratoire : « En 2003, des mesures policières très rigoureuses ont été prises dans toute l'Asie ». Notons la chose et retenons-la. Deuxième hypothèse, les choses tournent « un peu » plus mal : « Une pandémie majeure fera alors surgir, mieux qu'aucun discours humanitaire ou écologique, la prise de conscience de la nécessité d'un altruisme, au moins intéressé ».

Dans les deux cas, on devra « mettre en place une police mondiale, un stockage mondial et donc une fiscalité mondiale. On en viendra alors, beaucoup plus vite que ne l'aurait permis la seule raison économique, à mettre en place les bases d'un véritable gouvernement mondial. C'est d'ailleurs par l'hôpital qu'a commencé en France au 17^e siècle la mise en place d'un véritable Etat ».

Voilà qui est net et relativement précis. Retenons enfin qu'Attali envisage froidement des conséquences économiques pénibles dans le premier cas et terribles dans le deuxième : « une perte de 3 trillions de dollars, soit une baisse de 5 % du PIB mondial ». Il fait la part du feu : une dépense gratuite de 5 % du PIB mondial peut être considérée comme le prix à payer pour le choc nécessaire à accélérer la marche vers un gouvernement mondial. Dernière observation intéressante, « en raison des risques de contagion, les pays du Nord auront intérêt à ce que ceux du Sud ne soient pas malades et ils devront faire en sorte que les plus pauvres aient accès aux médicaments aujourd'hui stockés pour les seuls plus riches ».

Pour revenir à aujourd'hui, interviewé fin mars 2020 sur France culture, il s'est dit satisfait du tour que prenait la politique en France à propos du coronavirus et s'est réjoui « que le gouvernement français et les grandes entreprises (soient) maintenant en économie de guerre ». On retiendra pour finir ce dernier mot, qui a aussi été le leitmotiv d'Emmanuel Macron dans le discours solennel du 16 mars où il instituait le confinement dans « l'unité nationale ».

La situation a de quoi le satisfaire. La communication autour du Covid-19 a tout fait pour engendrer la peur dans le public. Dès le 30 janvier l'OMS a fait de la maladie une urgence de portée publique internationale. Des projections catastrophiques ont été publiées. Des données partielles affolantes portant sur les débuts de la maladie en Chine, ou en Italie, ont été répétées. Notamment des taux de mortalité présumés atteignant cinq ou même dix pour cent : on a vu dans le chapitre sur les chiffres qu'elles sont sans valeur, et peu à peu des données moins délirantes les ont remplacées. Mais ces épouvantails statistiques persistent subliminalement et contribuent à nourrir les fantasmes de catastrophe sans remède dans les populations.

D'autres méthodes de désinformation, d'opération psychologique ont été utilisées. D'abord, la propagation à grande échelle d'informations contradictoires de la part de spécialistes qui font autorité. Par exemple, dans les premiers temps de la maladie et jusqu'au douze mars, la plupart des chefs de service des maladies infectieuses dans les grands hôpitaux français tenaient un discours prudent, modéré, qu'a gardé le professeur Raoult. A la télévision les médecins qui tiennent la rubrique médecine sur les grandes chaînes de radio et de télévision reprenaient ce discours. Ainsi le dix mars 2020 encore, Michel Cymès, sur RTL, voyait dans le coronavirus « une forme de grippe, un peu plus cognée que la grippe, mais ça reste une maladie virale comme on en a tous les ans ». Il reprochait aux médias une « communication anxigène », ajoutant : « Est-ce que vous pensez qu'à chaque fois que quelqu'un est contaminé ou meurt de la grippe,

on fait une dépêche AFP ? »

Une semaine après, il faisait marche arrière sur Twitter : « Je fais mon *mea culpa*. J'ai probablement trop rassuré les Français ».

Eric Caumes, chef de service des maladies infectieuses à la Pitié-Salpêtrière expliquait, souriant, à la fin du mois de février 2020 que le Covid-19 n'était ni plus contagieux ni plus mortel qu'une grippe annuelle. Au début du mois d'avril, il expliquait à l'inverse : « On a tous minimisé l'importance et la gravité de cette épidémie (...) on a été trompés par ce qu'il s'est passé dans les quatre pays d'Asie, les quatre premiers pays affectés par l'épidémie : Singapour, Taïwan, le Japon et la Corée du Sud. Là, l'épidémie ne s'est pas développée ».

Aujourd'hui, Caumes, comme la plupart des patrons des services d'infectiologies, pense avec le professeur François Bricaire, membre de l'Académie de médecine, que « l'inquiétude autour du coronavirus » est exagérée. Mais l'aveu d'une erreur d'appréciation contribue à exagérer cette inquiétude. Bricaire en particulier se trouve pris à son propre piège ; c'est, en raison de l'autorité scientifique qu'il représentait, l'un des précurseurs de la propagande alarmiste. En 2005 il signait avec un pneumologue un best-seller : *Pandémie, la grande menace : 500.000 morts en France*.

Deux controverses complémentaires propagent la peur.

La première consiste à dire : comparer le coronavirus à une simple grippe est absurde. Le mot absurde appartient au vocabulaire intimidant du sachant, assimilant celui qui le reçoit à un crétin, c'est une forme suave de terrorisme intellectuel. En réalité, c'est l'énoncé

intimidant qui est absurde. Il n'y a jamais eu de simple grippe. Une grippe n'est jamais simple. Elle peut être très contagieuse et très mortelle. Par exemple, la grippe espagnole qui a fait entre 40 et 100 millions de victimes selon les auteurs. (Cela donne la mesure et de la catastrophe, et de l'ignorance des médecins et des statisticiens : la marge d'incertitude est de plus du simple au double, elle représente à peu près la population d'un pays comme l'Italie). Ou la grippe de Hong Kong, en 1968.

Tous les ans, on détecte environ une vingtaine d'infections respiratoires l'hiver. Il y a dix ans, on appelait cela des gripes. Avec les progrès très récents de la recherche, on sait que ce ne sont pas des gripes parce qu'elles entraînent des pathologies respiratoires qui leur sont propres. Mais ce n'est pas cela qui détermine leur pouvoir de nuisance. La grippe espagnole était une grippe A de type H1N1, comme la pseudo pandémie de 2009 qui a été particulièrement bénigne. Didier Raoult ne manque pas une occasion de rappeler que la cause directe de la mort des patients est le plus souvent une surinfection bactérienne : 97 % des patients de la grippe espagnole en sont morts, on en est sûr depuis 2008 et l'analyse des autopsies qui avaient été conservées. Les maladies virales ne tuent pas, elles mettent le patient en état d'être tué par d'autres maladies. Un triste état. Certains patients du coronavirus qui en reviennent parlent de « saloperie », ils disent combien ils sont épuisés, combien c'était éprouvant : quiconque a eu « une vraie grippe » sait qu'on en sort lessivé, douloureux. Quand on est encore là pour en parler.

Le dernier point important de la propagande catastrophiste est la peur d'un tel engorgement des hôpitaux que le personnel soignant doive choisir entre les malades qu'on soigne et ceux qu'on laisse mourir. Ce choix est affreux. L'image de vieilles personnes attendant aux urgences marque. Mais ce n'est qu'une image. L'engorgement n'a pas eu lieu. Même usé à la corde, le système hospitalier a tenu. Il y a eu localement des afflux très forts, mais avec la délocalisation des patients en province, au Luxembourg et en Allemagne, il n'y a pas eu saturation. Les cliniques privées ont été dans l'ensemble peu sollicitées. Malgré leurs protestations et sans explication, ce qui n'a pas manqué d'alimenter les suspicions.

Et puis ce choix tragique entre le patient qu'on soigne et celui qu'on abandonne a lieu, localement, dans d'autres circonstances. Il est ainsi d'usage dans un accident de voiture que le chirurgien s'occupe d'abord des enfants, puis des parents, puis éventuellement des grands-parents. Enfin, avec un dépistage sérieux, des tests en nombre suffisant et de la chloroquine administrée aux cas moyens, il n'y aurait pas eu d'engorgement du tout.

Pourtant, ce jeu sur la dramatisation du choix a entraîné une vaste controverse sur l'hôpital et la diminution des nombres de lits dont l'aboutissement fut le limogeage du directeur de l'Agence nationale de santé (ARS) de la région Grand Est, Christophe Lannelongue. Le fait est caractéristique des contradictions du gouvernement et vaut d'être raconté.

L'une des peurs principales inspirées au public est donc que l'hôpital ne puisse pas soigner tous les patients et doive trier. En somme qu'il ait dépassé ses capacités d'accueil. Certains craignent un manque de soignants, d'autre un manque de lits équipés. Or l'hôpital dégraisse son nombre de lits, cela ne date pas d'aujourd'hui et ne dépend pas de la couleur politique du président. La direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) le confirme, il y a eu une « baisse de 69.000 lits d'hospitalisation complète entre 2003 et 2017 ». Si l'on descend dans le détail, on constate une diminution des « courts séjours » (30.000 lits) et des « longs séjours » (48.000), et une petite augmentation des « moyens séjours ».

Ce mouvement était tenu pour nécessaire. En 2018 encore, la Cour des comptes déplorait les « surcapacités » de certains hôpitaux qui affichaient un taux d'occupation inférieur à 60 %. Et le magazine *Challenges* écrivait : « La France n'arrive pas à décrocher du peloton de tête des pays qui comptent le plus de lits d'hôpitaux ». La raison de tout cela ? Le ministère de la santé a choisi la médecine ambulatoire et encourage les patients à rentrer chez eux dès qu'ils le peuvent, pour alléger le coût, la charge de travail des soignants et le risque des maladies nosocomiales. Ces justifications se comprennent mais le résultat est là : en nombre de lits d'hôpital pour mille habitants, la France (6) est loin devant la Norvège mais très loin de l'Allemagne (8), du Japon (13) et de la Corée du Sud (12).

D'où les tensions en cas d'épidémie. A l'hiver 2017-2018, le professeur Philippe Juvin écrit à propos de l'épidémie de grippe :

« Les services d'urgences hospitaliers ont été submergés, comme ils le sont désormais chaque année en hiver. Les équipes ont dû faire face à un afflux très important de patients et à une inquiétante pénurie de lits d'hospitalisation. Dans certains services d'urgence, il y avait jusqu'à deux fois plus de patients à hospitaliser que de lits disponibles. Cette situation d'encombrement des urgences est inacceptable, elle augmente le risque pour les patients : ils sont vus plus tardivement, les examens sont réalisés plus lentement, et leur surveillance est insuffisante. Plus il y a encombrement des urgences, plus il y a de complications médicales et de fatigue du personnel : cette observation est constamment faite dans la littérature scientifique. Mais ce qui est encore plus inacceptable, c'est que cette situation était prévisible. On sait que tous les ans, de novembre à janvier, les services d'urgence seront submergés. » La difficulté revient donc chaque année. Cela dit, pour être honnête, le nombre de patients en réanimation et décédés était bien moindre en 2018 qu'aujourd'hui, mais présenter comme unique un fait récurrent est un procédé de propagande terroriste.

Et Christophe Lannelongue, le directeur de l'ARS du Grand Est, que vient-il faire là-dedans ? Eh bien, il était chargé de mettre en œuvre la politique de dégraissage des lits dans la région Grand Est. Nommé en décembre 2016, il avait notamment pour mission d'assurer la suppression de 175 lits et de 589 emplois au CHRU de Nancy. Arrive le coronavirus. La région a été la première et la plus durement touchée, en comparaison de la plupart des autres. Interrogé par la presse en pleine panique, il garde son calme et répond qu'il n'y a « pas de

raisons de remettre en cause le plan quinquennal ». Et d'ajouter : « Moi, je fais mon boulot. J'applique ce que le ministère a décidé ».

Le ministère lui a remonté les bretelles en lui reprochant un discours « à la fois déconcertant et inquiétant » et « un manque d'empathie ». On l'a viré du jour au lendemain. Et Olivier Véran a expliqué : « A Nancy comme partout, l'heure est à la mobilisation de tous pour faire face au Covid-19. L'heure viendra de tirer les enseignements de cette crise sans précédent et de refonder notre hôpital. Tous les plans de réorganisation sont évidemment suspendus à la grande consultation qui suivra. » Le pauvre Lannelongue n'avait pas compris que sa principale fonction n'était pas de réorganiser l'hôpital mais de participer au gouvernement de la peur. C'est un gouvernement sentimental et démocratique : la crainte du coronavirus doit tout changer, il faut consulter et refonder, c'est une renaissance qui doit avoir lieu. Après avoir effrayé le peuple, le pouvoir est à son écoute. Et le peuple répond très bien. Selon un sondage IFOP publié fin mars, huit Français sur dix craignent pour la vie de leurs proches, et 62 % pour eux-mêmes.

Comme l'a noté le docteur Raoult, « Les Français ne sont pas aidés, car la sur-médiatisation les fait vivre dans un film d'horreur permanent, où le pire est toujours au coin de la rue. Plus les pays sont riches et plus ils sont peureux. Le pays le plus optimiste est le Bangladesh. Le plus pessimiste, c'est souvent la France. »

Il y a pire que la peur, c'est la peur diffuse d'avoir peur que provoque le déboussolement. Une averse de fake news est tombée sur la planète.

Ces fausses nouvelles se sont répandues souvent grâce aux réseaux sociaux, sans qu'on en trace toujours bien l'origine, mais, qu'elles proviennent des « alarmistes » ou au contraire des « complotistes », elles concourent toutes à la confusion générale, elles troublent la claire conscience des phénomènes, elles forment cette eau trouble où les pêcheurs avisés font leurs meilleures prises.

A tout prendre cependant, ces nouvelles bidon troublent moins le jugement que les débats infinis qui enflamment la toile, le confinement aidant. C'est devenu comme une maladie inflammatoire. Les Français s'engueulent. Des individus parfois fort érudits mais moins soucieux de vérité que de controverser se jettent à la tête en pagaille études et témoignages en langues diverses, de source souvent douteuse, qui finissent étrangement par ressembler à la production des grands médias, de sorte que l'esprit en demeure lassé, un peu stupide, ne sachant que croire ni penser. Cet effet est sans doute le but visé.

Hanna Arendt, qui fut une spécialiste du totalitarisme, écrivait :

« Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges mais que plus personne ne croit plus rien. Un peuple qui ne peut plus rien croire ne peut se faire une opinion. Il est privé non seulement de sa capacité d'agir mais aussi de sa capacité de penser et de juger. Et avec un tel peuple, vous pouvez faire ce que vous voulez. »

Pour commencer, le soumettre à cette gigantesque expérience de sociologie qu'est le confinement, cette pédagogie de la dictature qu'on nomme en français contrôle social.

5. Petite histoire des pandémies récentes

L'OMS est l'un des principaux agents de la peur. Parce que la peur de mourir est la passion la plus commune et la plus forte. Parce que cette agence de l'ONU, très puissante, a lancé depuis vingt ans, avec une grande persévérance et un succès grandissant, une stratégie visant à terroriser la population mondiale. Elle se sert à cet effet des pandémies, montrant sa connaissance de l'esprit humain : la peur des pandémies est ancrée au plus profond des hommes depuis les pestes antiques et médiévales.

Tout a commencé le 11 septembre 2001 quand l'écroulement des tours jumelles de New York a saisi le monde de stupéfaction. Dans les jours suivants, des lettres anonymes contenant le bacille du charbon, *bacillus anthracis*, furent reçues par plusieurs personnalités politiques américaines. Il y eut cinq morts. La bactérie provoque des pneumonies graves, elle avait été cultivée comme arme biologique et utilisée pendant la Seconde Guerre mondiale, mais à l'initiative du président américain Richard Nixon, la chose avait été interdite par un accord international en 1972. Cependant rien n'est parfait et deux cas d'infections non naturelles ont eu lieu depuis, le premier en URSS en 1979, le deuxième aux USA en 2001.

On lança à cette occasion le mot de bioterrorisme. L'anthrax fut sur toutes les bouches, dans toute la presse. Des milliers de dingues et de plaisantins envoyèrent des lettres chargées de poudre blanche, forçant les services de police et de médecine à manipuler les courriers suspects avec des précautions infinies, obligeant les laboratoires à des milliers d'analyses inutiles, menant à fermer de nombreux établissements par précaution. Au bout du compte, on découvrit le coupable, un ingénieur travaillant dans le programme militaire de production du bacille, Ivins : il aurait emporté dans ses poches des échantillons en 72, qui auraient survécu et s'en serait servi à l'occasion du psychodrame de 2001, étant lui-même atteint de troubles psychiques. Nous devons nous contenter de cette vérité officielle puisque Ivins s'est suicidé avant son procès. L'anthrax resservit à l'ONU le cinq février 2003 : afin de vaincre la résistance de la Chine, de la Russie et de la France et de justifier la guerre d'Irak, le secrétaire d'Etat à la défense des Etats-Unis Colin Powell agite à la tribune une fiole de poudre blanche pour faire croire que Saddam Hussein produit de l'anthrax dans ses laboratoires. C'est un gros mensonge, mais il convainc 65 % des Américains que le dictateur irakien avait trempé dans l'affaire des Twin Towers !

L'OMS a tiré les enseignements de cette panique. En 2003 apparaît le SARS, en français SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère), pneumonie due à un coronavirus qui disparaîtra aussitôt (traces en 2004). Il a touché huit mille personnes et en a tué 800 (huit cents) sur la terre, surtout à Hong Kong, Singapour, Taiwan, en Chine et au

Canada. Pourtant il a engendré des centaines d'études, un projet de vaccin, et surtout d'une couverture médiatique ahurissante. A cause de son taux de mortalité apparent dans les pays les plus touchés (entre 7 et 17 %). En réalité c'était une illusion due au petit nombre de cas, qui donne des résultats non significatifs : il fut en Afrique du Sud de 100 % et de 0 % dans 18 des 29 pays touchés. L'OMS donna le plus grand retentissement possible au SRAS en le classant 3+ sur son échelle des dangers, encourageant études et vaccin. Cependant le virus dont on avait fait un épouvantail très efficace n'était pas contagieux, et le soufflé retomba.

En 2004 apparaît une forme de grippe aviaire terrible pour les oiseaux, H5N1, que les migrateurs répandent dans le monde. Certains médecins craignent la rupture de la barrière de l'espèce et annoncent que l'épizootie peut amener une pandémie. L'OMS s'en empare. Dès novembre 2004 Shigeru Omi, directeur de l'OMS pour l'Asie, estimait que « les évaluations les plus prudentes (faisaient) état de sept à dix millions de morts, mais le maximum pourrait être de cinquante millions, ou même, dans le pire des scénarios, cent millions. » Cent millions de morts ! Un humain sur soixante-quatre à l'époque !

Fin décembre de la même année, d'autres experts de l'OMS prévoyaient que « en quelques mois près de 30 millions de personnes auraient besoin d'être hospitalisées, un quart d'entre elles mourraient. » Ce qui faisait tout de même pas moins de sept millions et demi de morts. En janvier 2006 encore l'Institut de veille sanitaire affirmait que la pandémie grippale résultant de la mutation du virus

atteindrait entre 15 % et 35 % de la population française. Le hic est que le virus n'a pas muté, et que malgré des mois de désinformation alarmiste, la barrière de l'espèce est restée solide. On en est donc resté à une zoonose, et encore pas très grave. La contamination de l'homme par un animal est restée l'exception. La grippe aviaire H5N1 tuera dans le monde moins de 350 personnes, essentiellement en Asie, dans les pays développés et personne en France.

En conséquence toutes les mesures préventives prises ont été inutiles et ruineuses. Dont les massacres de volailles, la ruine de nombreux agriculteurs, le stockage à grands frais, rien que pour la France, de 200 millions de masques de protection, de 13,8 millions de traitements complets par Tamiflu, plus deux millions de doses de vaccin inefficace. Pour Didier Raoult, « parmi toutes les maladies fantasmatiques, la grippe aviaire aura quand même été une des plus exceptionnelles, car il n'y aura pas eu de morts en Europe, mais on aura financé pour les Français un vaccin totalement inutile contre une maladie qui n'existe pas chez l'Homme ». Il note le rôle important de la directrice de l'OMS d'alors, Margaret Chan, et la transformation de l'agence en « pyromane de la planète sur les épidémies ». Une sorte de bis sera rejoué en 2013 avec une grippe tueuse d'oiseaux, H7N9, mais elle ne tuera que 250 personnes, toutes en Extrême Orient.

En 2012 apparaît en Arabie saoudite un nouveau coronavirus, le MERS, d'une mortalité apparente terrible. Aussitôt l'OMS met en alerte l'ensemble de ses Etats membres, fournit des recommandations aux autorités sanitaires, déclare la « transmission interhumaine

certaine ». Les médias s'enflamment. La peur est mondiale. Il n'y aura pourtant pas de pandémie, juste une zoonose liée au chameau, dont le bilan total sera inférieur à cinq cents morts sur trois ans. Rapportés à la mortalité annuelle mondiale, tous ces chiffres sont dérisoires et montrent comment, systématiquement, l'OMS fabrique de terribles épouvantails avec des maladies statistiquement négligeables.

Une autre « pandémie » mérite qu'on y médite. En 2009 réapparaît au Mexique une grippe A de type H1N1 qu'on n'avait pas vue depuis longtemps, mais qui a pu être, jadis, terrible : c'est le type de la grippe espagnole. Aussitôt le monde, les médias et l'OMS s'émeuvent. Les premiers cas repérés sont mortels, la mortalité affichée est énorme au départ, comme c'est la règle puisque l'on ne teste que les cas graves, et la source apparaît : le cochon. Aussi commencera-t-on par l'appeler grippe porcine, ou grippe mexicaine. En France, Nicolas Sarkozy prend les choses en main, assisté de Roselyne Bachelot, ministre de la santé.

Cette fois le virus est très contagieux, indiscutablement très contagieux. Il peut survivre jusqu'à 48 heures à l'air libre, et se répand comme une traînée de poudre : dès le 11 juin, l'OMS déclare la Terre en état de pandémie. Ban Ki-moon, le secrétaire général de l'ONU, donne un lustre particulier à cet appel. La désinformation terrorise les populations pendant des mois, les gouvernements lancent des plans de vaccination extrêmement vastes et coûteux.

Aux Etats-Unis et au Canada, c'est la ruée, la pénurie. En France, on se presse moins, et de nombreuses doses de vaccin resteront sur les

bras de l'Etat. Au bilan, cette grippe très contagieuse se révéla particulièrement bénigne, 323 morts en France, 18.000 dans le monde. Le fléau était bien contagieux, mais pas dangereux pour un sou. Comme le reconnaît élégamment Wikipedia, « Contrairement aux craintes initiales, alimentées par les épisodes antérieurs de grippe aviaire, au mois de juin 2009, il semble établi que ce virus est relativement peu pathogène ».

Dernier cas de figure, mais pas le moins intéressant, la fièvre d'Ebola. Le virus d'Ebola a été identifié en 1976 au Zaïre et a tué depuis, régulièrement, quelques centaines de personnes dans divers endroits d'Afrique. En 2014 cependant, son évolution « inquiète » et l'OMS, puis le monde entier, s'emparent de la chose. Elle est idéale pour susciter à la fois la crainte et la compassion. Son taux de guérison a d'abord été très faible et les voies de contagion mal connues. En plus, c'était une fièvre hémorragique, le corps se couvre de sang, les patients mourraient dans leur sang. Effrayant. Cela a semé la mort et de grands désordres sociaux dans trois pays subsahariens très pauvres, la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria. Compassion pour les pauvres subsahariens déjà frappés par la colonisation et le réchauffement climatique.

Cependant, le virus, depuis 1976 n'a jamais causé de pandémie hors du bassin africain où il est apparu, et même là-bas n'a jamais provoqué de catastrophe. L'épidémie de 2014, qui a provoqué tant de remue-ménage international et de déclarations politiques, n'excédait pas 5.000 morts à l'automne. En réalité, à la condition d'être attentif à

ne pas avoir de contact direct, la maladie est peu contagieuse. En Afrique, lors du dernier épisode en Guinée Conakry, l'utilisation de gants de ménage et d'eau de Javel a suffi à préserver le personnel de soins.

Comment s'y est-on pris pour donner de cette question objectivement mineure l'image énorme qui a obsédé, par le biais des médias, toutes les consciences du monde ?

La réponse coule de source : il y a eu une mise en scène dont le foyer ne se trouve pas en Afrique mais aux Etats-Unis. Pour faire vraiment peur, on a montré que le virus pouvait passer les frontières et les contrôles, frapper et tuer dans les douilletts pays du Nord, même surprotégés. Y compris aux Etats-Unis, l'un des pays les plus protectionnistes du monde, où le voyageur doit faire la queue pendant des heures devant le guichet de l'immigration !

Le mécanisme de la peur est ici le suivant : si des infirmières américaines ont été touchées, malgré la rigueur des protocoles qu'elles suivent, alors on ne comprend plus rien au mode de contagion. C'est affolant. Pendant des semaines, des hauts responsables de la santé américaine sont apparus régulièrement à la télé, blêmes, les traits tendus, pour dire qu'il y avait une « brèche », qu'ils ne la comprenaient pas, que toutes les équipes étaient occupées à l'étudier. Et le président Obama, toutes affaires cessantes, multipliait les déclarations solennelles. Au même moment, à New York, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, prenait le même maintien hiératique et navré pour déplorer que la communauté internationale ait perdu la course

entre Ebola et la médecine. Les éléments de mise en scène et les indications de jeu sont les mêmes pour tous les grands acteurs du drame, la didascalie du film d'épouvante mondialiste est soignée.

Le titre de la série aurait pu être *Urgence pour la communauté internationale*. La médecine américaine s'est acquis par ses moyens énormes la réputation d'être la meilleure du monde : il fallait donc que l'échec ait lieu aux Etats-Unis pour que la terreur soit maximale et qu'elle enclenche le processus de « réveil » de la communauté internationale dont se sont immédiatement félicités plusieurs dirigeants africains.

Quant au but visé, il était double. Il s'agissait d'abord d'afficher la solidarité du Nord avec le Sud souffrant (même ce rat de Cameron, si chiche des deniers britanniques quand il s'agissait de l'Europe, demanda qu'un gros effort soit fait). Puis il fallait sensibiliser le monde entier à un drame global, à une menace systémique, habituer les populations à des procédures contraignantes et restrictives, telles que les contrôles aux frontières, dans les aéroports. En d'autres termes, il fallait jouer la comédie de l'état d'urgence pour entraîner les citoyens à la bonne réponse.

Hélas cela produisit des effets pervers. L'Afrique du Sud, le Kenya, le Tchad et dans une certaine mesure le Maghreb ont carrément fermé leurs frontières aux voyageurs venant des pays infectés. Les Africains n'ont pas en matière de liberté de circulation le vertueux laisser-aller des intellectuels européens. Sécurité d'abord. Devant la contagion des comportements protectionnistes, Barack Obama dut changer de ton. Il

appela ses concitoyens à ne pas tomber dans la psychose, tandis que plusieurs ministres des affaires étrangères à travers la planète, dont Laurent Fabius, étaient chargés d'affirmer que la fermeture de certaines lignes d'aviation serait une catastrophe. Il est nécessaire de susciter la peur pour obtenir des résultats, mais à consommer avec modération, pour ne pas ramener les peuples à des comportements sécuritaires contraires au libre-échange.

Immédiatement, par une coïncidence heureuse, on apprenait qu'un médecin inspiré avait obtenu des résultats en Afrique avec des médicaments utilisés contre le sida, et que le Canada produisait un vaccin expérimental. Miracle ! Tout d'un coup, la peste devenait guérissable.

Ce changement tactique n'était pas sans risque. La réaction du président américain pouvait être prise pour un aveu, l'aveu que la situation n'était pas si mauvaise que cela. De même le bilan de l'épidémie, finalement assez faible, aurait pu « décevoir » les attentes du public. Et mener à une question toute simple : tout ça pour ça ? On ignore, à partir de là, les ravages qu'aurait pu opérer l'esprit critique.

Heureusement, les chances d'une prise de conscience de ce type sont faibles. L'OMS s'attacha à enfumer l'opinion dès la fin de l'épidémie. Elle proclama dans un communiqué son « échec » à juguler l'épidémie. Et battit sa coulpe : « Nous avons vu que de vieilles maladies dans de nouveaux contextes nous réservent constamment de nouvelles surprises. Nous avons pris sérieusement note des critiques adressées à l'Organisation : la réponse initiale de l'OMS a été lente et

insuffisante, nous n'avons pas alerté le monde de manière assez agressive... nous n'avons pas travaillé de manière efficace et coordonnée avec d'autres partenaires, les communications sur les risques ont été insuffisantes et il y a eu confusion des rôles et des responsabilités. »

Cet aveu surprend. Au contraire de ce qui est dit, l'OMS a exagéré les risques, et sonné l'alarme avec une agressivité sans rapport avec les faits. Il faut se souvenir qu'en septembre 2014, les Centers for Disease Control américains évaluaient pour trois mois plus tard le nombre d'infectés au Libéria et en Sierra Leone à un million quatre cent mille. Cette petite comédie d'autocritique avait pour but d'obtenir plus de moyens, et une réforme qui lui donne plus d'autonomie encore envers les Etats souverains. Pour réduire le poids de ceux-ci, le milliardaire Bill Gates a appelé le monde à mettre à profit l'expérience d'Ebola et à se préparer à une épidémie plus contagieuse « qui pourrait toucher dix millions de personnes ». Sa suggestion ? Créer « un système mondial d'alerte et de réponse pour les épidémies ».

Après la crise d'Ebola en janvier 2015, la directrice de l'OMS d'alors, Margaret Chan, exprimait le vœu général des institutions internationales et des dirigeants nationaux, en affirmant que « les Etats membres comprennent véritablement que le monde a bien besoin d'un mécanisme de défense collectif pour assurer la sécurité sanitaire globale ». En d'autres termes, pour faire face aux « surprises » que nous réservera toujours « le monde imprévisible des microbes », elle demandait une structure centralisée mondiale. Elle mettait en

application la théorie de Jacques Attali : la peur de la pandémie sert explicitement à faire avancer le gouvernement mondial. A l'époque, le représentant de l'Union européenne, le Belge Dirk Cuypers, avait renchéri, réclamant « une ligne de commandement » commune. Le rôle de l'OMS est donc d'installer des procédures qui habituent le monde à marcher selon ses recommandations. Il n'est pas d'abord de veiller à soigner le monde, mais de contribuer à le changer. Par la peur.

6. A l'origine des stratégies modernes de la peur : *Le rapport de la montagne de fer*

La manipulation des pandémies s'inscrit dans une stratégie de terreur plus vaste que le public subit depuis la fin des années soixante. Ces peurs de natures différentes se sont succédé, se succèdent, se remplacent, se combinent et mutent au gré des circonstances.

La première d'entre elles fut la peur que la terre soit surpeuplée. Elle tient de l'agoraphobie et de la claustrophobie. Elle a transformé en scénario d'épouvante la croissance inédite de la population, de la production et de la consommation mondiales, relevée entre 1900 et 1968 – la population étant passée de 1,6 milliard d'hommes à 3,6.

Deux événements principaux sont à retenir. Le premier est la publication en 1968 de *The Population Bomb*, livre de l'Américain Paul Ehrlich vendu à deux millions d'exemplaires et traduit en français sous le titre de *La bombe P*. Cet ouvrage d'inspiration malthusienne posait en principe que la terre serait très vite incapable de soutenir le rythme de sa croissance, que cela provoquerait des catastrophes écologiques, économiques et sociales. Il prédisait une

famine grave dans les années 70-80 et fixait à 66 millions le nombre d'habitants de Calcutta en l'an 2000.

En 68, il lançait une fondation dont le nom était sans mystère : Zero Population Growth (croissance 0 pour la population). Ses prophéties erronées, dans leur ensemble et le détail, n'entamèrent pas sa superbe. Au début des années 2000, Ehrlich maintenait que *La bombe P* avait été juste et utile, affirmant même qu'il s'y était montré trop optimiste. Dans une interviewe datant de 2016, il recommande le retour de l'humanité au nombre de « 1,5 milliard ». Il est le grand-père des mouvements prônant la décroissance économique et la décroissance démographique. Aujourd'hui, un site destiné aux enseignants français le cite de manière positive dans un papier qui recommande de relire Malthus¹⁷. Bref, malgré ses prévisions gravement fantaisistes, Ehrlich est salué comme un précurseur.

En 68 également, un scientifique écossais, Alexander King, et un homme d'affaires italien, Aurelio Peccei, fondaient le Club de Rome, qui s'étoffait dès l'année suivante de fonctionnaires politiques et autres intellectuels, grâce à l'aide de la fondation Rockefeller. Le Club de Rome publiait en 1972 le fameux (à l'époque) rapport Meadows, intitulé aussi : *Halte à la croissance ?* Il prédisait l'épuisement des matières premières et de la ressource halieutique, l'appauvrissement des sols, le tout provoquant la famine. Il prévoyait notamment l'épuisement du gaz et du pétrole pour les années 90. Malgré la

¹⁷ <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/veille/breves/faut-il-re-lire-malthus>

critique serrée de nombreux économistes, il connut un vif succès dans le public. Il accrédita le slogan de « croissance zéro ».

La deuxième peur, directement issue de la première, est la peur, non pas que le ciel nous tombe sur la tête, mais que la terre s'écroule sous le ciel, la peur écologique. Nous sommes trop nombreux, nous abîmons la Terre. Toujours en 1972 se réunissait à Stockholm, à l'instigation de deux socialistes, le milliardaire canadien Maurice Strong, conseiller spécial de quatre secrétaires généraux de l'ONU en matière d'environnement, et le premier ministre norvégien, Mme Gro Harlem Brundtland, la première conférence des Nations unies sur l'environnement. Elle créa le PNUED, le programme des Nations unies pour l'environnement et le développement, et prépara la voie au rapport Brundtland qui serait publié quinze ans plus tard et qu'on connaît aussi sous le nom de *Notre avenir à tous*. C'est là que fut défini et promu le concept de *Sustainable development* (développement soutenable, ou raisonnable), traduit en français par développement durable.

Dès lors, diverses théories effrayantes furent soumises au public, ou plutôt celui-ci leur fut soumis. Parurent les pluies acides, le trou dans la couche d'ozone censé provoquer des cancers par millions, et d'autres dangers terribles dont le dernier est le réchauffement du climat par l'homme avec son cortège de catastrophes. Ces peurs alternaient dans les médias avec les diverses pandémies que nous avons vues au chapitre précédent, plus la menace terroriste et les krachs boursiers provoqués par un endettement inconsidéré.

Cependant elles avaient pris le dessus depuis 2015 et la conférence de Paris, avec une espèce d'apogée sous Greta Thunberg. Mais Greta Thunberg, coup de génie de la communication politique, fut perdue par sa démesure. On apprit les liens de ses parents avec l'industriel qui l'avait promue. Puis il y eut de grosses bourdes (le fait qu'elle était censée voir « le CO2 à l'œil nu »). Enfin, sa traversée de l'Atlantique sur un yacht de milliardaire avec un équipage qui utilisait l'avion finit de rompre le charme. Elle menaçait de desservir la cause qu'elle avait pour mission de servir. Celle-ci prenait d'ailleurs l'eau, avec les statistiques de croissance des glaces aux pôles alors que la banquise au Nord devait avoir disparu depuis vingt ans selon les prévisions d'Al Gore.

Pour toutes ces raisons, la peur des pandémies devait être relancée. L'exploitation de l'affect du public est en effet conçue avec esprit de suite et finesse, elle tient compte des changements de sa sensibilité. Un exemple, la fièvre d'Ebola fit d'abord recette. Quand le malade baignait dans son sang, le spectateur en frissonnait. Aujourd'hui, la population vieillissante du Nord est fatiguée et elle tousse : l'angoisse de ne plus pouvoir respirer l'emporte, le coronavirus est plus en situation.

Quoi qu'il en soit, toutes ces peurs partagent des caractéristiques communes et découlent d'un projet commun.

1. Elles ne procèdent pas de faits observés et établis mais de prédictions qui se révèlent en général fausses, mais dont le terme est souvent suffisamment lointain pour ne pas être invalidées tout de

suite. Il s'agit de théories que l'on présente comme scientifiques mais qui sont non-falsifiables, ou tout au moins *non immédiatement et non médiatiquement falsifiables*. L'avancée décisive dans les opérations psychologiques a consisté à distinguer entre les théories scientifiques falsifiables *devant les médias* et celles qui ne le sont pas ou ne le seront qu'une fois l'offensive passée. L'autorité invoquée pour asseoir la conviction du public que ces prédictions ont de la valeur est la science. On utilise à cette fin des autorités scientifiques, des projections et des modèles mathématiques que presque personne n'est capable de critiquer. Pour Didier Raoult, « la déconnexion totale de la réalité observable avec la réalité rapportée est un problème qui devient majeur. Il s'agit de moins en moins d'une amplification, mais d'une distorsion de la réalité. Quand l'informateur multiplie par 20 un risque de mortalité et divise par 100 un autre risque, nous ne sommes plus dans une exagération, nous sommes dans un autre monde. Et c'est actuellement ce qui se passe ».

2. Ces peurs sont mises en scène par des postures et des phrases répétées. En 1969, le secrétaire général de l'ONU, U Thant, disait déjà : « Nous avons dix ans pour sauver la planète. »

3. Toutes ont pour ambition d'inspirer au public le désir d'un gouvernement mondial, seul capable d'assurer la protection de l'humanité. C'est vrai pour les pandémies, comme l'a dit Jacques Attali, mais c'est tout aussi vrai du réchauffement du climat et de l'écologie en général : on souligne le fait que le nuage de Tchernobyl ne connaît pas de frontières, et, dès la conférence de Rio en 1992,

François Mitterrand et d'autres grands de ce monde préconisaient un organisme mondial pour s'occuper de l'environnement.

4. Toutes mettent en action les institutions internationales ou supranationales, OMS, ONU, PNUED, UE, et des milliers d'ONG, leurs satellites.

5. Toutes érigent un fait, ou une crise, en ennemi commun *extérieur à l'humanité*, pour susciter par réaction un désir d'unité, ce que le sociologue Edgar Morin nommait le « patriotisme planétaire ».

6. Toutes sont censées déboucher sur un changement de comportement éthique et spirituel : la peur de la catastrophe écologique doit nous mener à plus de « responsabilité » et à respecter « le droit du vivant », la peur du coronavirus nous enseigne la « solidarité », en particulier avec « les plus vulnérables », et nous demande de « protéger les autres en nous protégeant ».

7. Enfin, détail intéressant quand le profit semble roi, toutes ces peurs engagent l'humanité à faire sur leur autel le sacrifice d'une part importante de son argent : le *green deal* d'Ursula von der Leyen devait pomper les milliards par milliers ; quant au coronavirus, il a mis l'économie mondiale au repos et la bourse à zéro, on n'a pas fini de faire le compte des pertes qu'il impose.

Eh bien, ces caractéristiques extraordinaires, on en trouve l'énoncé prémonitoire dans un vieux petit livre paru en 1967 aux Etats-Unis, *The Report from Iron Mountain*, traduit en français par *Rapport de la montagne de fer*. Le mondialisme est grand et il a ses prophètes.

Aujourd'hui Attali, ou Rockefeller, hier *Le rapport de la montagne de fer*, qui a eu pas mal d'héritiers.

Aujourd'hui Emmanuel Macron parle de guerre contre l'ennemi commun de toute l'humanité, la reine Elisabeth de « victoire », et le pape François compare médecins et infirmiers décédés du coronavirus à des « soldats morts au front » : ils reprennent le vocabulaire et la problématique du petit livre paru en 1967 dont le titre entier disait : *Rapport de la montagne de fer sur la possibilité et le caractère désirable de la paix*, et dont tout le propos portait sur les moyens de remplacer la guerre. Un certain Leonard C. Lewin prétendait l'avoir reçu d'un collectif d'intellectuels réunis à l'initiative du gouvernement des Etats-Unis, qui avait pour mission de préparer la fin de la guerre froide et d'orienter la politique mondiale. Ce rapport se présentait comme un exposé sans préjugés des diverses fonctions remplies par la guerre, et s'employait, en vue d'une paix définitive, à trouver un substitut à la guerre pour l'ensemble de ces fonctions.

Il provoqua une telle controverse qu'il obligea la Maison Blanche à démentir toute participation. Quatre ans plus tard, pour la réédition du livre, Lewin révéla qu'il en était l'auteur. Et John Galbraith, l'un des économistes les plus lus d'Amérique, conseiller gauchisant de trois présidents, Roosevelt, Kennedy et Johnson, déclarait dans la préface : « Je prends personnellement la responsabilité de l'authenticité de ce document. » C'était un mensonge pour accréditer un faux. Mais ce faux, comme d'autres faux, disait une vérité. Les sages américains réunis sur la montagne de fer ont révélé l'analyse que l'Etat profond

faisait alors du monde et dans une large mesure prédit la politique que devaient suivre les Etats-Unis d'Amérique et l'ONU pendant plusieurs décennies.

Son importance a été reconnue à l'époque. John Galbraith a souligné « la justesse de ses conclusions ». De même, tout en relevant les failles indiquant que le rapport était un « pastiche », les principaux critiques américains en soulignèrent la véracité fondamentale. L'universitaire et sociologue Irving Horowitz résuma leur jugement : « On peut le considérer comme l'opinion légitime d'un groupe légitime observant la situation américaine actuelle. (... Ses conclusions) ont clairement eu plus d'influence sur l'élaboration de notre politique que toute autre idéologie ou que toute agence gouvernementale. L'importance du *Rapport* vient (...) du degré de réalisation présent et futur de ses propositions. »

Que disait-il, en deux mots ? Que la société est organisée autour de la guerre, ce qui se manifeste dans l'écologie, envisagée sous l'angle de la démographie, l'économie, la politique, la sociologie, la culture et la science. Un exemple en matière politique : selon le rapport, une nation ne peut exister face aux autres nations que si elle est capable d'une « organisation politique maximum », qui est précisément la guerre. D'où il tire la conclusion : « Dans ces conditions, guerre est synonyme virtuel de nation dans le sens de l'existence même de cette entité. L'élimination de la guerre implique l'élimination inévitable de la souveraineté nationale et de l'Etat dans sa conception traditionnelle ».

La conclusion de l'ouvrage est la suivante : si l'on veut la paix, il faut trouver des substituts à la guerre dans chacun des domaines où elle est l'élément organisateur de la nation. C'est à ce prix seulement qu'on peut assurer la stabilité d'une société sans guerre. Cette nouvelle organisation du monde a été conçue, le moment, les références et l'intention le disent, dans une convergence entre l'Est et l'Ouest, entre le capitalisme et le socialisme soviétique. Voici quelques-unes de ses préconisations :

1. La croissance des institutions internationales (y compris une Cour pénale), et des « forces non armées », qui ont pris la forme d'ONG. Il prévoyait notamment la création d'une agence mondiale de surveillance des ressources naturelles qui « aurait initialement un rôle d'étude et de conseil » avant de prendre les commandes de toute politique en la matière.

2. La réduction des budgets militaires, la fin des nations et la création d'un gouvernement mondial.

3. Pour y parvenir, il recommandait de susciter la peur par un ennemi commun de l'humanité : « L'existence d'une menace extérieure à laquelle il est ajouté foi est essentielle à la cohésion sociale aussi bien qu'à l'acceptation de l'autorité publique ». Exemple d'ennemis communs : les extra-terrestres, les astéroïdes, la pollution, qui « pourrait remplacer la possibilité de destruction en masse par des engins nucléaires en tant que principale menace apparente exercée contre la survie de l'espèce ».

4. Cette principale menace, il convenait de l'« imaginer » en fonction des circonstances. Il est même prévu explicitement « des ennemis de remplacement fictifs ». La réalité n'a aucune importance.

5. Le rapport appelait de ses vœux un bouleversement éthique et spirituel : « La communauté scientifique et l'opinion publique mondiale ont le plus grand besoin, en ces heures sombres, de perspectives nouvelles et prometteuses. Les puissances communistes et occidentales en particulier doivent remplacer les obsessions de la guerre froide par une préoccupation commune qui profiterait à tous. Pour les jeunes du monde entier, de nouvelles perspectives d'espoir et de créativité sont d'une urgente nécessité spirituelle. » Sous la rhétorique politicienne percent deux aveux : il s'agit de remplacer une obsession par une autre, et l'enjeu est spirituel.

6. Enfin, on trouve dans le *Rapport de la montagne de fer*, comme dans la réalité observée tant à propos du réchauffement que du coronavirus, cette chose étonnante : le gaspillage systématique comparable au gaspillage que constitue une guerre, un gaspillage « au moins égal à 10 % du PNB » de toutes les nations, et qui doit permettre « d'avoir la maîtrise » (en anglais, *control*) sur elles. C'est un point nodal qui révèle la nature de la révolution en cours et qui seul explique aujourd'hui l'incroyable arrêt de l'économie mondiale, la récession, le krach boursier, la perte d'un nombre très difficile à comptabiliser de milliards, cet apparent suicide économique. Si étonnant que cela puisse paraître, c'était prévu explicitement par *Le rapport de la montagne de fer*.

Prenons quelques lignes pour l'expliquer. Du point de vue économique, la guerre se manifeste, selon le rapport, par un énorme gaspillage militaire qui a une utilité sociale, « du fait que le gaspillage de la production de guerre s'accomplit complètement en dehors des cadres de l'économie de l'offre et de la demande. En tant que tel, ce “gaspillage” constitue le seul secteur important de l'économie globale qui soit sujet à un contrôle complet et discrétionnaire de la part de l'autorité centrale. Si les sociétés industrielles modernes peuvent être définies comme celles qui ont acquis la possibilité de produire plus qu'il n'est indispensable à leur survie économique (...), les dépenses militaires peuvent être considérées comme le seul volant de sécurité pourvu d'une inertie suffisante pour stabiliser le progrès de leurs économies. Le fait que la guerre soit un “gaspillage” est précisément ce qui la rend susceptible de remplir ces fonctions. Et plus vite l'économie accomplit de progrès, plus lourd doit être ce volant de secours. »

Aujourd'hui nous n'avons plus « besoin d'une bonne guerre ». La pandémie a fourni le prétexte du gaspillage préconisé par le rapport. Nous en verrons l'illustration détaillée dans un chapitre spécialement consacré à l'économie du coronavirus.

7. Coronavirus : l'aveu d'un projet

Peu avant la moitié du premier siècle avant Jésus-Christ, alors que Jules César allait sur sa quarantaine en piaffant devant le pouvoir, un autre patricien perclus de dettes, Lucius Catilina, tenta un coup d'Etat à Rome. Le complot, mal tenu secret, fut éventé et déjoué par Cicéron : les conspirateurs et leur armée furent exterminés en combattant par la légion romaine à Pistorium. Cela fournit deux chefs d'œuvre à la littérature latine, *Les Catilinaires* de Cicéron, et *La Conjuración de Catilina*, de Salluste, sur lesquels la majorité des lycéens nés dans les années cinquante et avant, qui sont aujourd'hui le cœur de cible du coronavirus, a sué sang et eau en version latine.

La révolution mondialiste n'est pas une conspiration, elle avance sans masque, c'est sa marque de fabrique. Des textes annoncent ce qu'elle va faire, des études et des simulations suivent, puis des aveux à chaque étape du plan marquent ce qu'on est en train de faire, plus nets à mesure qu'avance le processus.

Le ton catastrophiste donné par *La bombe P*, *Halte à la croissance ?*, *Le rapport de la montagne de fer* et le rapport Brundtland (*Notre avenir à tous*) s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui, et le message est clair : les catastrophes touchant l'environnement et la santé sont liées, et elles ne sauraient être séparées des questions

d'énergie et de développement. Elles menacent notre survie et imposent à la fois la décroissance et une nouvelle éthique. Ces problèmes globaux et interdépendants ne sauraient être réglés par les nations, dépassées à tous les sens du terme, ils postulent et rendent inévitable une structure mondiale. On retrouvera tout cela dans *Beyond Interdependence*, rédigé en 1991 par Jim MacNeill, Pieter Winsemius, Taizo Yakushiji pour la Commission Trilatérale. Puis dans *Sauver la planète Terre* de l'ancien vice-président Al Gore, 1992.

Comme le petit Poucet semait son chemin de cailloux blancs, on voit les dirigeants internationaux confirmer l'objectif à l'occasion des grands événements ou des crises. En 1992 par exemple, lors de la Conférence de la Terre sur l'environnement de Rio, François Mitterrand, alors président de la République française, notait qu'un « Conseil de la terre » pour diriger la politique d'environnement n'était « pas si utopique » qu'il le paraissait alors. Plus récemment, on l'a dit, après la grande peur d'Ebola, Margaret Chan, alors directrice de l'OMS, a préconisé « un mécanisme de défense collectif pour assurer la sécurité sanitaire globale », tandis que le Belge Dirk Cuypers, qui représentait l'UE, réclamait « une ligne de commandement commune » et que le milliardaire Bill Gates proposait « un système mondial d'alerte et de réponse pour les épidémies ».

Cinq ans plus tard, l'ancien patron de Microsoft vient mettre en branle la machine à complots. Il a créé avec son épouse la Fondation Bill et Melinda Gates. Cette fondation est accusée d'avoir, lors d'une séance

de travail à l'automne 2019 avec l'école de santé publique Johns Hopkins Bloomberg et le Forum économique mondial, prophétisé la pandémie actuelle. Or, comme l'expliquent les Décodeurs du *Monde*, il n'en est rien : il ne s'agit pas d'une prophétie mais d'une simulation. Selon le *Monde*, le centre Johns Hopkins est une ONG internationale de santé publique qui « *travaille à protéger la santé des populations face aux épidémies* ». Elle mène des études financées par le gouvernement américain et des mécènes privés, comme la fondation de Bill et Melinda Gates.

Face au déluge d'accusations, le centre a publié un communiqué de presse le 25 janvier. Il confirme qu'un exercice de simulation de pandémie appelé « *Event 201* », mené en partenariat avec la Fondation Bill et Melinda Gates et le Forum économique mondial, a bien eu lieu en octobre 2019. Le scénario, tel qu'il avait été imaginé, prévoyait une épidémie dont l'épicentre se trouvait dans une porcherie au Brésil et qui allait causer la mort de 65 millions de personnes dans le monde. Mais l'ONG affirme que cet événement n'a donné lieu à « aucune prédiction », il s'agissait d'une « pandémie fictive de coronavirus ». Elle ajoute que « les données utilisées pour modéliser l'impact potentiel de ce virus fictif ne sont pas similaires au CoV-2019 »¹⁸.

On pourrait ajouter, c'est encore plus important, que jamais le Covid-19 ne causera soixante millions de morts, ni six millions, ni peut-être six cent mille. Mais le plus important est que de grandes fondations

¹⁸ https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/02/06/coronavirus-la-fondation-gates-a-t-elle-organise-une-simulation-de-l-epidemie-a-la-fin-de-2019_6028667_4355770.html

ouvertement liées à la révolution mondialiste ont simulé une pandémie un mois avant qu'il n'en apparaisse une en Chine. Et, tout aussi intéressant, cette simulation, selon son principal auteur, l'épidémiologiste Eric Toner, insistait sur les conséquences économiques de la pandémie, les marchés boursiers étant censés chuter de 20 à 40 %, et le PIB mondial de 11 %. Toner explique : « Le point que nous avons essayé de faire valoir lors de notre exercice en octobre, c'est qu'il ne s'agit pas seulement des conséquences sur la santé. Il s'agit des conséquences sur les économies et les sociétés »¹⁹.

Cet intérêt pour les pandémies et leurs dommages vus dans leur ensemble est une habitude chez les organisations à vocation mondialiste.

La Trilatérale a publié en 2015 son rapport sur les défis de la santé globale. Du Forum mondial de Davos on pourrait citer :

Le risque de pandémies dans les villes d'aujourd'hui (2015)

Renforcer la première ligne de défense en Afrique contre les pandémies (2017)

Comment les épidémies infectent l'économie mondiale et qu'y faire ? (2018)

Une mystérieuse épidémie X pourrait être la prochaine pandémie qui tuera des millions de gens, et combien il faut s'en inquiéter (2018)

La psychologie des pandémies (2018)

Exercice de simulation pour de vrai pour préparer les décideurs du public et du privé à réagir aux pandémies (2019)

Comment préparer les pays aux pandémies (2019)

¹⁹ <https://trustmyscience.com/pandemie-fictive-coronavirus-simulee-octobre-2019-a-tue-65-millions-personnes/>

Se servir de la puissance des partenariats pour lutter contre les épidémies (2019)

et, tout à fait d'actualité :

Les risques dont la nouvelle ère d'épidémies menace le commerce global rivalisent avec le changement climatique (2019)²⁰.

On voit par cet échantillon à quel point les catastrophes de santé publique importent aux analystes et prévisionnistes des grandes organisations mondialistes, comment ils supputent sur leurs conséquences économiques, sociales et politiques, et comment ils les relient explicitement aux catastrophes écologiques.

Parfois, ces études débouchent sur des prédictions. La fondation Rockefeller s'est ainsi livrée en 2010 à un essai d'anticipation portant

²⁰ <https://www.weforum.org/press/2019/10/live-simulation-exercise-to-prepare-public-and-private-leaders-for-pandemic-response/>

<https://www.weforum.org/agenda/2019/11/countries-preparedness-pandemics/>

<https://www.weforum.org/agenda/2018/08/the-psychology-of-pandemics/>

<https://www.weforum.org/agenda/2015/01/the-pandemic-risk-in-todays-cities/>

<https://www.weforum.org/press/2019/01/risks-to-global-businesses-from-new-era-of-epidemics-rival-climate-change/>

<https://www.weforum.org/agenda/2017/04/strengthening-africa-s-first-line-of-defence-against-pandemics/>

<https://www.weforum.org/agenda/2018/05/how-epidemics-infect-the-global-economy-and-what-to-do-about-it/>

<https://www.weforum.org/agenda/2018/03/a-mysterious-disease-x-could-be-the-next-pandemic-to-kill-millions-of-people-heres-how-worried-you-should-be>

<https://www.weforum.org/agenda/2019/02/harnessing-the-power-of-partnerships-to-tackle-epidemics/>

sur un avenir à moyen terme mais présenté comme il se doit au passé. En voici la plus grande partie. J'ai conservé le titre original, *Lock Step*, de manière que le lecteur éprouve d'emblée la conception anglo-saxonne du texte, avec ce que cela suppose de flou et de redondant.

Sous-titre : « Un monde où les gouvernements exercent leur domination de haut en bas plus étroitement et une direction plus autoritaire, avec des innovations limitées et une répression croissante des citoyens.

« En 2012, la pandémie que le monde avait anticipée depuis des années arriva enfin. A la différence du H1N1 de 2009, cette nouvelle souche de grippe, transmise à l'origine par les oies sauvages, était extrêmement virulente et mortelle. Même les nations les mieux préparées à la pandémie furent vite submergées quand le virus frappa toute la planète, infectant près de 20 % de la population mondiale et tuant 8 millions de personnes en seulement six mois, en majorité de jeunes adultes. La pandémie eut aussi une incidence mortelle sur les économies : la circulation des hommes et des biens freina à mort, affaiblissant des industries comme le tourisme et brisant l'ensemble des chaînes d'approvisionnement. Même localement, les commerces et les bureaux ordinairement actifs restèrent vides durant des mois, privés d'employés et de clients.

« La pandémie couvrit toute la planète, quoiqu'elle fût un nombre disproportionné de morts en Afrique, Asie du Sud-Est et Amérique centrale où le virus se répandit comme une traînée de poudre en l'absence de protocoles officiels destinés à limiter la contagion. Mais

même dans les pays développés, cette limitation fut un défi. La politique initiale des Etats-Unis, consistant à “décourager fortement” les citoyens de fuir montra mortellement son insuffisance en accélérant la diffusion du virus non seulement sur le territoire US mais au-delà des frontières. **Cependant, un petit nombre de pays firent beaucoup mieux – la Chine en particulier. En imposant sans retard le confinement de tous ses citoyens, en fermant tout de suite ses frontières de façon presque hermétique, le gouvernement chinois sauva des millions de vies, stoppa la diffusion du virus bien mieux que d’autres pays, et permit une reprise rapide après la pandémie.**

« **Le gouvernement chinois ne fut pas le seul à prendre des mesures extrêmes pour protéger ses citoyens de l’exposition au risque. Pendant la pandémie, des chefs d’Etat adaptèrent leur autorité, imposant des règles strictes et des restrictions, port obligatoire du masque, contrôle de température à l’entrée des lieux publics, gares ou supermarchés. Même quand la pandémie eut disparu, on continua d’exercer une surveillance étroite et un pouvoir autoritaire sur les citoyens, et cela s’accentua même. Dans le dessein de se protéger de problèmes globaux croissants, des pandémies et du terrorisme transnational à la crise de l’environnement et à la pauvreté grandissante, des politiques autour du monde s’octroyèrent un pouvoir plus fort.**

« **D’abord, la notion d’un monde plus surveillé fut mieux acceptée et approuvée par le public. Les citoyens abandonnèrent**

volontairement une part de leur souveraineté, et de leur vie privée, à des Etats plus paternalistes en échange d'une plus grande sécurité, de plus de stabilité. Les citoyens acceptèrent plus volontiers d'être surveillés et soumis à un pouvoir exercé de haut en bas, ils le souhaitèrent même, et les dirigeants nationaux eurent les coudées franches pour imposer un ordre qui les arrangeait. Dans les pays développés, cette surveillance accentuée prit des formes diverses : des cartes d'identité biométriques pour tous les citoyens par exemple, et une régulation plus serrée des industries clefs dont la stabilité paraissait vitale aux intérêts de la nation. Dans de nombreux pays développés, une coopération renforcée et une suite de nouvelles règles et accords restaurèrent lentement mais sûrement l'ordre, en même temps que, point important, la croissance économique. Dans le monde en développement, cependant, ce fut une autre histoire ».

Le texte, répétons-le, date de 2010. Cette « prophétie » est aussi intéressante par ses erreurs que par sa clairvoyance.

Le point capital est la louange de la Chine, qui, grâce à son régime autoritaire et sa transgression des règles démocratiques, vainc la pandémie et devient ainsi un exemple que suivront les démocraties – y compris après l'épidémie. Cette prophétie s'est actualisée aujourd'hui : le monde entier a loué la réactivité et l'efficacité du gouvernement chinois dans la crise du coronavirus (avant d'émettre tardivement des critiques, mais ceci est une autre histoire que nous examinerons plus loin).

La gestion de la crise par confinement, dans la droite ligne du totalitarisme communiste chinois, a servi de modèle à un grand nombre de pays. En envoyant des médecins conseiller les Italiens sur la manière de gérer l'épidémie et en suggérant un confinement généralisé, la Chine a provoqué un effet domino auquel personne n'a pu échapper, ni Trump, ni Boris Johnson, pourtant tous deux opposés au confinement. La pression médiatique a eu raison de leurs réticences. Après avoir modifié le *potentiel de situation* selon les enseignements de Sun Tseu en donnant un exemple médiatiquement irrésistible et en le reproduisant en Italie, les gouvernants chinois ont pu observer, sans agir, ce potentiel se développer. Nous arrivons à « Un monde où les gouvernements exercent leur domination de haut en bas plus étroitement et une direction plus autoritaire, avec des innovations limitées et une répression croissante des citoyens », les « chefs d'Etat adaptent leur autorité, imposant des règles strictes et des restrictions », « les dirigeants nationaux ont les coudées franches pour imposer un ordre qui les arrangeait » et les régimes démocratiques tournent à l'autoritarisme cher à Macron et si proche du régime chinois. Etonnante leçon de non-agir taoïste ! Même le professeur Raoult a exprimé son admiration pour la « vitesse de réaction » de Pékin.

L'OMS partageait ce sentiment dans son rapport publié le 28 février 2020 : « La Chine a fait l'effort d'endiguement d'une maladie le plus ambitieux, intelligent et offensif de l'histoire ». Les décisions chinoises, selon ce rapport, « sont les seules dont il soit prouvé quelles interrompent ou réduisent la contagion entre humains. Ce qui est fon-

damental en elles est la surveillance très active qui permet de détecter les cas de maladie, un diagnostic très rapide suivi d'une isolation immédiate, un suivi rigoureux des contacts (*tracking*) avec un confinement y mettant fin, et un degré exceptionnellement élevé de compréhension et d'acceptation de toutes les mesures par la population. » Ce qui signifie en somme une maîtrise totale de la population par le pouvoir. Cette maîtrise, l'OMS, dans le même paragraphe, regrette implicitement que les démocraties ne la permettent pas : « Une grande part de la communauté mondiale n'est pas encore prête, tant du point de vue matériel que par sa mentalité, à mettre en œuvre les décisions appliquées pour limiter le Covid-19 en Chine. »

Cette opinion de l'OMS surprend quand on relit, on en a parlé plus haut, les instructions données en 2019 par la même OMS contre les pandémies graves de grippe, ne recommandant ni le *tracking* ni le confinement, les preuves de leur efficacité étant faibles et leurs coûts (de toute sorte) étant « élevés ». Il semblerait donc que la Fondation Rockefeller savait mieux il y a dix ans ce qu'il convenait de faire et ce qui serait effectivement fait, que l'OMS l'an dernier.

Elle s'est cependant trompée grossièrement, comme l'OMS elle-même l'avait fait à plusieurs reprises (SRAS, MERS, grippe aviaire, Ebola, H1N1) sur deux points médicaux. 1. L'ampleur de la catastrophe. Huit millions, c'est moins que les 65 millions de la fondation Bill et Melinda Gates, mais cela fait partie du même type de délires. 2. La diffusion de la pandémie : dans la prophétie, c'est le Tiers Monde qui souffrait le plus d'emblée, dans les faits c'est le monde développé. La

réalité n'a pas validé, et cela donne le sens, la signification de la prophétie : celle-ci visait à faire peur à l'Occident développé et à lui donner mauvaise conscience face aux pays pauvres.

Si l'on observe maintenant les simulations, anticipations et rapports dans leur ensemble, on s'aperçoit qu'ils ne correspondent que rarement à une quelconque réalité médicale, mais qu'ils sont étrangement véridiques quand ils décrivent, avant qu'elles n'adviennent, les procédures autoritaires des gouvernements et organisations internationales, et leurs conséquences sociales, sociétales et économiques. Cela révèle cette fois leur véritable nature : ce sont des prescriptions.

Ils disent ce qu'il convient de faire aux dirigeants, aux fonctionnaires, et en bout de chaîne aux citoyens. Les déclarations actuelles des grandes figures du mondialisme confirment ce rôle. Elles tirent argument du coronavirus pour appeler le monde à se réformer afin de préparer le gouvernement mondial. Cela se passe au plus haut niveau. C'est Antonio Guterres lui-même, le secrétaire général de l'ONU qui parle, et c'est Gordon Brown, ancien Premier ministre travailliste britannique, son envoyé spécial.

Gordon Brown, qui fut l'homme de la Communauté internationale pour organiser le sauvetage du système bancaire en 2008, a réclamé rien moins qu'un « gouvernement global », un « exécutif provisoire » pour concevoir et mettre en œuvre une « réponse globale coordonnée » au coronavirus²¹.

²¹ <https://www.theguardian.com/politics/2020/mar/26/gordon-brown-calls-for-global-government-to-tackle-coronavirus>

Quant à Antonio Guterres, qui préconise la même chose, il est entré plus précisément dans le vif du sujet de l'après coronavirus. Il présentait solennellement le 31 mars au nom de l'ONU, en sa qualité de Secrétaire général, un rapport de portée générale²².

Définissant le coronavirus comme « l'ennemi commun de l'humanité », il prévoyait un *happy end* si, et seulement si, les nations répondaient à son appel : alors « la pandémie Covid-19 pourra marquer un processus de renaissance (*rebirthing*) de la société telle que nous la connaissons aujourd'hui en une société où nous protégeons les générations présentes et futures. » Autrement dit, le coronavirus sonne la fin du monde ancien et nous donne l'occasion de le remplacer par une nouvelle Terre. Le mot *rebirthing* fut inventé par le californien Leonard Orr dans les années 70, c'est « une méthode de développement personnel visant à revivre le « traumatisme » de la naissance par la « respiration consciente » en vue de libérer son propre potentiel ». Une sorte de mystique New Age qui rappelle la chanson *Imagine* de John Lennon. Pour la « famille humaine », Guterres détaille l'urgence de « l'approche globale ». Nous vivons un « moment déterminant » pour installer « sur le plan géopolitique » un « leadership politique fort » multilatéral. Pour Antonio Guterres, l'établissement du gouvernement mondial est imminent.

²² https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sg_report_socio-economic_impact_of_covid19.pdf

8. Après le coronavirus, quelle société, quelle politique ?

En France aussi, bien qu'on n'envisage le déconfinement qu'à partir du onze mai, on en est déjà à envisager « l'après ». Or pour connaître la société et la politique d'après le coronavirus, il était utile d'écouter le discours d'Emmanuel Macron le lundi de Pâques 13 avril 2020. Un discours qui pèse, puisque selon un sondage OpinionWay publié par *les Echos*, 62 % des Français ont été convaincus²³.

La pandémie fut selon Emmanuel Macron « un ébranlement », et nous en « avons appris quelque chose ». Elle nous donne « une chance dans cette crise de bâtir un autre projet ». Une nouvelle façon de vivre. Le président de la République a esquissé « le plan de l'après onze mai » et promis de « se réinventer ».

Son discours a dissipé les espoirs de quelques optimistes.

Ils avaient cru que, la crise née du coronavirus établissant aux yeux du grand nombre l'utilité des frontières, l'inutilité de l'Union européenne, les inconvénients de la mondialisation de la production, Macron, préfet démonétisé d'institutions mondialistes qui ont échouées, virerait

²³ <https://www.lesechos.fr/politique-societe/emmanuel-macron-president/sondage-exclusif-coronavirus-emmanuel-macron-a-convaincu-pres-de-deux-francais-sur-trois-1194666>

sa cuti. Ils espéraient donc que la dynamique populiste l'emporterait et que la France et l'Europe rejoindraient ceux en qui ils voient des hérauts de l'anti-mondialisme, Trump, Bolsonaro, Boris Johnson, Salvini, Orban, Kaczynski, Poutine et Narendra Modi. Selon cette théorie, la réalité culturelle, ethnique, économique, politique, dissiperait les illusions du gouvernement mondial. L'irruption brutale de la réalité humaine casserait la Matrice.

Ils se sont trompés. Macron persiste et signe dans un plan de gouvernement mondial, sans changer d'objectif même s'il s'adapte à la situation. Merkel fait de même.

Cela s'explique par ce que la réalité n'a hélas aucune espèce d'importance dans un monde que la propagande place sous l'empire du virtuel. Les pandémies qui ont causé « l'ébranlement » fondateur dont parle le président de la République le montrent surabondamment. Didier Raoult rappelle dans son petit livre le raffut que l'on fit hier autour du chikungunya, qui continue à faire parler les médias, alors que ce n'est pas « un danger de santé publique en métropole ». La fiction est simplement plus forte que la réalité.

Hollywood a produit, à l'occasion d'Ebola, un film d'épouvante, *Alerte*, où, pour tenter de juguler une fièvre hémorragique en Afrique, des Américains vêtus de scaphandres venaient en hélicoptère tuer les villageois atteints. Cette prophylaxie radicale n'était que du cinéma, mais des gens vraiment touchés par Ebola en Guinée ont vu le film sur leurs portables, et quand des équipes

médicales sont venues les soigner, ils les ont massacrées, craignant qu'elles ne fassent comme dans le film !

Il se passe aujourd'hui autour du coronavirus une chose analogue : la révolution mondialiste impose son cinéma.

Le grand film du confinement en est la preuve. On a constaté plus haut que les pays d'Europe qui ont suivi l'exemple de l'Islande (Allemagne, Suède, Norvège, Autriche) ont de meilleurs résultats que ceux qui ont suivi l'exemple de la Chine (France, Italie, Espagne). En somme, ceux qui ont choisi de faire un grand nombre de tests, d'isoler et de traiter les infectés, et d'imposer le masque aux autres, ont eu de meilleurs résultats que ceux qui ont choisi le confinement de toute la population.

Le confinement est un mauvais choix médical : cela indique que son objectif n'est pas médical.

Il est politique, social, spirituel.

Dans l'ensemble le confinement a favorisé l'expansion du mondialisme. Pendant le coronavirus, tout était arrêté, et en même temps tout a continué. La Révolution a tranquillement avancé. Le ministre de la santé s'est assuré que le confinement n'empêcherait pas les Françaises d'exercer leur droit inaliénable à l'avortement. Pendant que l'on traçait les portables des Parisiens pour déterminer que 17 % d'entre eux avaient fui la capitale pour la campagne la nuit précédent le confinement, 160.000 policiers, gendarmes et autres militaires ont vérifié que les Français ne partaient pas en vacances de Pâques. Etrange tâche. Elle illustre en toute tranquillité la mutation du

régalien qui est une marque de la profonde réorganisation de l'Etat mis au service du gouvernement mondial.

On a même obligé le préfet de Paris, Didier Lallement, celui dont la casquette tombe sur les oreilles, à présenter ses excuses. En constatant une très forte surmortalité soudaine en Seine-Saint-Denis, il avait eu le malheur de dire que « ceux qu'on trouve dans les réanimations, ce sont ceux qui, au début du confinement, ne l'ont pas respecté, il y a une corrélation très simple ». Ce n'est pas tout à fait vrai, il y a un temps de latence. Mais, en gros, il n'avait pas tort de dire que l'indiscipline et la promiscuité favorisent la contagion. Hélas, le malheureux, que n'avait-il pas dit ! Ses propos furent jugés « scandaleux » par tout ce qui compte et qui juge, et il dut les retirer en public. On ne doit pas parler du rapport entre la pandémie et les désordres des quartiers, c'est tabou, strictement interdit. Cela doit pourtant peser sur la situation de la France, l'Espagne et l'Italie.

La distanciation sociale satisfait l'idéologie de plusieurs groupes qui concourent dialectiquement à la Révolution mondialiste, comme le fait aussi l'interruption du spectacle vivant (théâtre notamment) et de la fréquentation des restaurants. Les musulmans rigoristes sont satisfaits de ne plus serrer la main des femmes, les féministes heureuses de ne pas risquer de contacts douteux, et l'individu privé de vie sociale charnelle se réfugie dans l'activité virtuelle intense de son ordinateur.

L'après coronavirus sera mondialiste. Sans doute Emmanuel Macron a-t-il chanté un couplet chauvin sur les Français « debout,

disciplinés », comme il a parlé naguère de « faire nation ». Il joue sur le sentiment national pour mieux berner le populo. Le gouvernement mondial en effet ne fait pas table rase des nations, il garde leur coquille pour mieux faire passer ses directives en flattant l'esprit de clocher. Ses objectifs cependant ne changent pas. Macron met en garde contre « le repli égoïste et le repli nationaliste », et sa collègue Angela Merkel, après la « grande mise à l'épreuve » du coronavirus, ne suggère pas d'autre solution que « plus d'Europe ». Pendant la pandémie, sans bruit, l'Albanie et la Macédoine du Nord sont entrées dans l'UE.

Même si, d'ailleurs, emportée par le Brexit et la mauvaise humeur italienne, l'Union européenne sombrait, le grand cadre de pensée et d'action demeurerait la planète entière. Emmanuel Macron a été formel, « A Pékin, Alger et Paris, ce sont les morts d'un même virus » et d'un même monde que l'on pleure. Il faut « bâtir des solidarités et des coopérations nouvelles », et pour commencer, « annuler toutes les dettes de l'Afrique ». Autrement dit, même la fin de Bruxelles ne signifierait pas le retour de la souveraineté nationale. Si le mondialisme doit changer le plan initial, qui est d'atteindre au gouvernement mondial à travers des « ensembles régionaux » (continentaux), d'autres voies seront ouvertes.

Voici, pour rappeler que la Révolution profite de tout, deux autres marqueurs mondialistes relevés à l'occasion du coronavirus.

La pandémie a donné lieu, à partir de l'insalubrité supposée du marché de Wuhan, à une propagande effrénée contre la consommation de

viande d'animaux sauvages. La critique médicale a satisfait ici les militants anti-chasse, les vegans, les surveillants de la biodiversité et du droit du vivant. Le 24 février, le gouvernement chinois a interdit de vendre et de consommer des animaux sauvages. La civette palmiste masquée qui aurait transmis le virus du SRAS à l'homme se retrouve en soupe sur la table des Chinois raffinés, comme le luwak, alors que le cobra exige la friture et la patte d'ours, plus ferme, le braisage. Selon Erin Sorell, chargée de recherches au département de microbiologie et d'immunologie de l'université de Georgetown, le coronavirus va provoquer « un changement révolutionnaire » dans la mentalité chinoise. D'après elle, c'était urgent : 70 % des zoonoses proviendraient des animaux sauvages.

Deuxième exemple, l'OMS a émis début mars une mise en garde contre l'argent liquide en ces termes : « L'argent change fréquemment de mains et peut ramasser toutes sortes de bactéries et virus. Nous conseillons aux gens de se laver les mains après avoir manipulé des billets de banque et d'éviter de toucher leur visage. Dans la mesure du possible, il serait également conseillé d'utiliser les paiements sans contact pour réduire le risque de transmission. » Cette recommandation satisfait les exigences mondialistes, qui réclament la fin du liquide et des paiements anonymes. Pourtant, l'OMS elle-même a dû reconnaître depuis que le risque de contamination par billets de banque était infime²⁴.

²⁴ <https://www.lesechos.fr/finance-marches/banque-assurances/le-cash-menace-par-lepidemie-de-coronavirus-1190721>

Cela n'a pas empêché les banques de relever le plafond des paiements sans contact.

Venons-en maintenant au plus important : les incroyables grandes manœuvres de l'asservissement volontaire qu'a engendrées le confinement. L'idéologie sans frontière a réussi un incroyable paradoxe. La pandémie, qui est la conséquence de ses principes, lui a permis de faire souhaiter par les peuples la politique de sécurité draconienne par laquelle elle entend établir le gouvernement mondial, même si, par tactique, elle a rétabli temporairement les frontières.

Dans son discours du lundi de Pâques, Macron a promis de nous donner bientôt, dans le plan de l'après onze mai, le « détail de l'organisation de notre vie quotidienne ». Vous n'avez pas la berlue : le président de la République française, considérée comme une démocratie, va fixer « le détail de l'organisation de notre vie quotidienne ». Aucun des dictateurs qui ont fait du bruit au vingtième siècle n'était descendu si loin dans le détail.

Cela éclaire le rôle qu'a tenu « l'ébranlement » du coronavirus : ce choc a permis un gigantesque exercice de soumission des populations, sur toute la terre, et cela va continuer plusieurs mois. Selon l'AFP, cent mille caméras à reconnaissance faciale ont surveillé Moscou vingt-quatre heures sur vingt-quatre pendant le confinement, et plus d'un milliard de Chinois ont été tracés en permanence grâce à des applications sur leur portable. Cela n'a étonné personne puisque la Chine est une dictature. La surprise est que le rapport de l'OMS a approuvé la chose. L'un de ses rédacteurs, professeur à l'université de

Hong Kong, a précisé uniment : « Votre population, c'est votre système de surveillance. » Macron, lui, a ses coquetteries. Il ne veut « ni affaiblir notre démocratie, ni mordre sur la moindre liberté ».

Ça ne l'a pas empêché de décider et de poursuivre le confinement, contre les recommandations initiales de l'OMS, l'avis de certains spécialistes des maladies infectieuses, et les résultats des pays qui ne confinent pas. Pourquoi ? Hannah Arendt, une fois encore, propose une réponse :

« Pour s'implanter, le Totalitarisme a besoin d'individus isolés et déracinés, déracinés des rapports sociaux organiques, atomisés socialement et poussés à un égoïsme extrême. »

Jusqu'à ce que Jacques Chirac supprime le service militaire, les appelés arrivant à la caserne découvraient, à peine coiffés et habillés, une discipline qui leur semblait à la fois inutile et loufoque, le maniement d'armes. Pendant des heures, un sergent ou un adjudant leur faisait faire des mouvements arbitraires, se mettre au garde à vous, au repos, l'arme au pied, sur l'épaule, au port d'armes, jusqu'à ce que cela devienne parfait, réflexe, et que la main claque bien sur le bois du fusil ou sur le treillis. On marche au pas en appuyant bien le talon gauche. Il arrivait que cela lasse un peu et qu'on se demande à quoi cela servait. C'était montrer une belle légèreté et un manque de perspicacité regrettable : en fait, c'était la base à la fois de la discipline militaire et de l'esprit de corps.

De même les bizarreries du confinement sont-elles la base « l'engagement fraternel » que vante Macron, c'est-à-dire de

l'obéissance à des consignes arbitraires. L'obéissance d'abord passive devient active. On prend des habitudes. On applaudit le soir à huit heures sur son balcon, si on en a un. On calcule mentalement à quelle distance on se trouve de la dame qui achète des poireaux. On craint que le gendarme qui vérifie votre attestation dérogatoire ne tousse.

Cette histoire d'attestation dérogatoire signée par soi-même est le sommet difficilement dépassable de l'infantilisation, et donc de la soumission, même teintée d'ironie, au pouvoir qui vous l'impose. On se demande si on a le droit de la rédiger au crayon, pour carotter un peu de temps. Et pour ne pas gaspiller le papier. On s'abîme dans des chicanes sans fin, des gymkhanas quotidiens de minuscules soucis directeurs. Avec ça, il y a des amendes prévues, des remontrances, des gardes à vue, des avertissements, la prison, même, en théorie et en cas de récidive grave.

Bien sûr, les gens deviennent fous. Dans le Var, à Sanary, le maire prétendait interdire à ses administrés de s'éloigner de plus de dix mètres de leur domicile. L'esclave, ou le Kapo, va au-delà des exigences du chef de camp. Beaucoup de maires ont imposé le couvre-feu, même le RN a demandé celui-ci. Etrange. Les populistes eux-mêmes participent à la mise en tutelle des peuples, ils en réclament plus. Et comme on est en guerre contre l'ennemi commun de l'humanité, la dénonciation devient vertueuse. On dénonce contre ceux qui reçoivent du monde chez eux ou enfreignent d'une manière ou d'une autre les règles du confinement. Un maire de l'Essonne a même appelé à la dénonciation des contrevenants.

Certains s'en sont montrés choqués²⁵ : c'est pourtant tout à fait dans l'esprit de la surveillance participative instituée depuis longtemps sur Internet : on signale un contenu, ou un comportement, qui est « inapproprié ». C'est beaucoup plus fort qu'Orwell, c'est La Boétie et son *Discours sur la servitude volontaire*.

Surtout, le président l'a dit, cela continuera après. Le déconfinement sera étalé, de sorte qu'il est prévu qu'on ne reprenne jamais les habitudes anciennes. Nous serons des hommes nouveaux, *réinventés*. Nous garderons les gestes appris pendant la « guerre » : comme dans la prophétie de la fondation Rockefeller en 2010. De toutes manières, non seulement nous devons continuer à pratiquer les gestes barrières, mais il est probable que nous devons nous soumettre à des reconfinements périodiques, un peu comme les périodes militaires pour les réservistes de l'armée. Selon une étude publiée dans la revue *Science* le 14 avril et menée par des chercheurs de l'université de Harvard, cela sera nécessaire jusqu'à 2022, le temps qu'un vaccin efficace ait été mis au point ou que la population soit immunisée²⁶.

Comme symbole de cette incroyable asservissement des Français (et des autres, mais c'est en France que la didascalie du confinement a été la plus absurde et la plus envahissante), on a noté l'apparition des robots. Le robot ne tousse pas, le robot n'a pas la fièvre, le robot, son

²⁵ <https://www.lci.fr/population/coronavirus-covid-19-pandemie-non-respect-du-confinement-l-appel-a-la-delation-d-une-maire-de-l-essonne-montgeron-2150847.html>

²⁶ <https://actu.orange.fr/societe/high-tech/la-distanciation-sociale-sans-doute-necessaire-jusqu-en-2022-selon-des-chercheurs-d-harvard-CNT000001pl5jX.html>

nom l'indique, travaille, il ne s'arrête jamais, sauf quand ses circuits chauffent. Le robot annonce et prépare l'avenir, puisqu'il remplacera demain les humains dans leur travail et que le confinement est aussi un exercice pour s'adapter à un monde sans travail humain (« Lisez, cultivez-vous », dit Macron). On a vu à Tunis un robot policier faire respecter le confinement. Il demande aux passants : « Qu'est-ce que vous faites ? Montrez-moi votre pièce d'identité. »

Et pas moyen de l'avoir au charme. A l'hôpital Circolo de Varèse, dans le nord de l'Italie, six robots ont permis de détendre un peu l'horaire des soignants submergés. Ils remplacent les infirmières dans certaines tâches, vérifient les paramètres vitaux ou déclenchent les procédures indispensables au maintien en vie de ces personnes durement atteintes. Certains sont blancs, dotés d'écrans et de capteurs sur ce qui fait office de tête, d'autres, plus simples, ressemblent à un petit balai noir sur roues avec une tête-écran rectangulaire. Ceux qui les pilotent économisent des équipements de protection. Un autre robot adoucit le confinement de Jérôme, ingénieur d'Angers. Il va faire ses courses. Il a été en contact avec un porteur de coronavirus, et son maraîcher ne tenait pas à tailler de bavette avec lui : le robot porte un cabas et a de l'argent dans sa poche, et tout se passe bien.

Demain ils courront plus vite que les chiens, se battront mieux qu'une compagnie et rempliront 95 % des tâches humaines. Quant aux Français, réinventés par le coronavirus et le confinement, ils applaudiront le soir à huit heures sur leur balcon.

9. Après le coronavirus : l'Économie

L'autre grand effet du confinement, c'est qu'il a ruiné l'économie mondiale. C'en était aussi le but.

Emmanuel Macron parle tant qu'on ne fait pas toujours attention aux mots importants de ses discours. Heureusement, il les répète. Les plus marquants de sa longue allocution télévisée de la mi-mars furent ceux-ci : « Quoi qu'il en coûte ».

Il l'a dit et redit : il faut vaincre le coronavirus et relancer l'économie « quoi qu'il en coûte ». C'est un discours nouveau dans la bouche d'un homme qui a continué la politique de son prédécesseur Hollande en matière de santé et rogné sur les dépenses de l'hôpital. Un discours nouveau chez un homme qui a soumis la réforme des retraites à l'équilibre budgétaire. Qui déplorait que l'on mît « un pognon de dingue » dans les aides sociales. Et puis c'est un discours nouveau en matière de santé publique. On sait que les soins, la santé, la croissance de l'espérance de vie, ont un coût – que les dirigeants évaluent, ce qui les mène souvent à rendre des arbitrages légitimes mais douloureux. Répéter avec insistance « quoi qu'il en coûte » montre qu'on a changé de logique. Le président de la République l'a martelé, il est entré dans une logique de guerre. Dans la guerre, pour sauver un pays, on ne

mégote pas sur les coûts, le gaspillage est permis, légitime, patriotique, vertueux.

Un enfant de dix ans voit que la forme de lutte choisie contre le coronavirus, le confinement, a précisément causé la ruine de l'économie qu'il faut maintenant relancer. Et qu'on aurait économisé « un pognon de dingue » en ne prenant pas de décisions aussi draconiennes et rigides. Mais la logique de guerre permet de faire passer la contradiction. C'est la guerre. Agissons quoi qu'il en coûte. Ça va coûter bonbon. C'est précisément le but de l'opération.

C'est ici qu'il faut se rappeler le *Rapport de la montagne de fer* et son volet économique. Il préconisait de « gaspiller » une somme colossale pour remplacer la guerre dans sa fonction économique. Le montant retenu était 10 % du PIB mondial. Or, dans son discours solennel à l'ONU le 31 mars 2020, le secrétaire général Antonio Guterres a énoncé une exigence dont nous avons peu parlé. Il a demandé au monde entier de consacrer 10 % de son PIB à la « réponse massive, coordonnée, englobante et multilatérale » au coronavirus. 10 % du PIB mondial dont la gestion serait concédée à l'ONU. Le fameux « gaspillage » indispensable !

Le bilan économique du coronavirus n'a pas encore été dressé, on ne peut visiter les décombres, l'édifice continue de tomber pan par pan. La bourse s'est effondrée de plus d'un tiers avant de se reprendre un peu. Des secteurs entiers d'activité ont plongé, d'autres tournent au ralenti. Jusqu'où se chiffre la décroissance ? Le gouvernement l'estimait à 8 % à la mi-avril, mais on est loin d'avoir enregistré les

dernières pertes dues au confinement. On va arriver aux 10 %. Peut-être les dépasser.

Les déficits s'envolent, la dette aussi. Certains y trouvent du positif. Les critères de Maastricht sont morts. La dette va devenir si énorme qu'aucun Etat ne pourra la rembourser, ce qui libérera tout le monde d'une certaine manière. Etc.

On se rassure comme on peut. Les critères de Maastricht, la dette, n'étaient que des moyens de mise en tutelle des nations. Il y en a d'autres. La Révolution peut changer de tactique pour s'adapter à la nouvelle situation. Emmanuel Macron n'a pas vraiment abordé l'économie d'après, dans son allocution du 13 avril, mais il a donné quelques clefs. Annulation de la dette du Tiers Monde. Accroissement de l'aide aux entreprises et aux ménages les moins favorisés. Il a annoncé aussi une relocalisation de certaines productions dans le cadre de « l'Indépendance stratégique ». Cela peut faire sourire chez quelqu'un qui a bradé Alstom, mais l'idée générale est nette : on va vers des dépenses sociales importantes et une relance keynésienne, avec des cadeaux au Sud (« nouvelle coopération »). Les mots de planification et de sobriété carbone ont encore été prononcés. Le Macron première manière (la réforme des retraites en fut la dernière trace) s'efforçait d'instiller un peu de libéralisme dans l'économie intérieure pour lui donner de l'air afin qu'elle supporte la politique socialiste mondiale de péréquation des richesses entre le Nord et le Sud. Le Macron deuxième manière s'oriente vers le socialisme à l'intérieur et à l'extérieur, avec un simulacre d'Etat stratège qui met en

œuvre les directives du gouvernement mondial et une politique africaine bruyante.

A l'intérieur, les bénéficiaires relatifs du coronavirus sont ceux qui touchent leur revenu quoi qu'il arrive, retraités, chômeurs, puis les fonctionnaires, puis les salariés qui n'ont pas été mis au chômage partiel, quelques commerces de bouche, pharmaciens et artisans – tous les autres y perdant. Dans l'ensemble on marche vers le triomphe de la sportule, ce panier repas que le riche Romain donnait à ses protégés de la plèbe, les clients, en échange de leur allégeance et de leurs menus services, qui se transforma peu à peu en argent : c'est un pas vers le revenu qui ne dépend pas directement du travail, vers le revenu universel de base. Et sans doute, plus tard, vers un monde où le grand nombre ne travaillera plus, remplacé par les robots et l'intelligence artificielle.

A l'extérieur, le Tiers Monde va être libéré de sa dette.

En somme, le monde de 2020 et d'après va donc vers la décroissance et l'égalisation des revenus : c'est exactement ce que préconisent avec constance, depuis cinquante ans, les héritiers de la montagne de fer. Le gaspillage aura donc servi à dégrader, à désintégrer l'économie mondiale pour la socialiser. Le coronavirus continue ainsi ce que le réchauffement du climat avait commencé. La taxe carbone par exemple fut à la fois un impôt levé sur le Nord et un gaspillage pour l'économie globale. Les transferts de technologies opérés du Nord vers le Sud au nom des normes écologiques étaient déjà une forme de socialisme mondial. C'est-à-dire une forme de spoliation. Le

mondialisme est un Robin des bois très particulier : il vole aux pauvres des pays riches pour donner aux riches des pays riches et pauvres.

Or le grand mot de Macron depuis le coronavirus est la « solidarité ». Un mot qui se répète en écho jusqu'à Bruxelles et au commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton. Ce Giscard bouclé est l'incarnation du technocrate international qui passe indifféremment du privé au public (PDG de France Télécom, ministre des finances, enseignant à Harvard). Au cœur des « stratégies » du système, il recommande aujourd'hui de la solidarité et un peu plus de souveraineté dans certaines productions avec la même pédagogie souveraine qu'hier pour préconiser plus de flexibilité. C'est au nom de la solidarité que Muriel Pénicaud, ministre du travail, a demandé aux entreprises dont l'Etat est actionnaire minoritaire de ne pas verser de dividendes à leurs actionnaires. Nous devons être moins riches pour donner leur chance aux pays les plus pauvres.

Les organisations internationales reprennent elles aussi, à propos de la pandémie, ce discours qu'elles tiennent depuis des décennies à propos d'environnement. L'analyse des textes de l'ONU, de l'OMS, du PNUED et des autres sur trente ans est formelle : le coronavirus reprend le rôle tenu par le réchauffement du climat. C'est le même discours et ce sont les mêmes recommandations. En 1992, la conférence de Rio posait en principe que « pour que les ressources globales se maintiennent dans des limites raisonnables pendant que le niveau de vie des pauvres s'élève, les sociétés riches devront

consommer moins ». Boutros Boutros-Ghali, alors secrétaire général de l'ONU déclarait : « Le surdéveloppement est aussi préoccupant que le sous-développement. »

A Rio, on accusa « les différences de niveau de vie, non seulement entre pays riches et pays pauvres, mais entre riches et pauvres d'un même pays », d'être la cause de la détérioration de l'environnement. De même accuse-t-on aujourd'hui les différences de niveau de vie d'augmenter le risque des plus pauvres face au coronavirus : la surmortalité des Noirs aux Etats-Unis est montée en épingle dans ce sens.

Le péril pesant sur l'environnement exigeait alors, comme aujourd'hui le coronavirus, « un nouveau style de vie »²⁷. La santé de la Terre exigeait hier, comme aujourd'hui le coronavirus, une mise à niveau des économies : « Alors que dans certains pays le développement est synonyme de croissance économique, dans d'autres, il impliquera en fait une baisse de la consommation individuelle. »²⁸

Le coronavirus nous l'impose, la baisse de niveau de vie des pays riches va donc se poursuivre, mais comme les pauvres des pays riches, principales victimes des dernières décennies, n'en peuvent plus, on va desserrer les cordons de la manne sociale. Cela coûtera ce que cela coûtera mais cela permettra au processus engagé de se poursuivre sans

²⁷ Moustapha Tolba, directeur du PNUED, Déclaration finale de la conférence de Rio, 1992.

²⁸ Conférence de la Terre (sous l'égide de l'ONU), Copenhague, *Dimensions éthiques et spirituelles du progrès social*.

révolte. Sans Gilets jaunes ni manifestations contre la réforme des retraites.

Considérée dans les années 90 comme un « vaisseau spatial » (l'expression allait être reprise) par le Premier ministre du Bangladesh, Zia, la Terre avait besoin, pour ne pas courir à sa perte, d'une direction mondiale. Pour assurer la décroissance nécessaire, Maurice Strong, l'éminence grise des secrétaires généraux de l'ONU en matière d'environnement, le coprésident du conseil du Forum mondial de l'économie de Davos, fixait un but simple en 1990 : « Le seul espoir de la planète n'est-il pas l'effondrement de la société industrielle ? N'est-il pas de notre devoir de le provoquer ? »²⁹
Incroyable ? Oui, mais vrai.

Cela ne faisait qu'aller au bout des recommandations antérieures du CFR (Council on Foreign Relations) : « Un certain degré de désintégration contrôlée de l'économie mondiale constitue un objectif légitime pour les années 80. »³⁰

Le but assigné à cette apocalypse économique était un Nouvel Ordre piloté par les institutions internationales à travers la convergence entre socialisme et capitalisme dans le cadre fixé par les normes écologiques, éthiques, culturelles et sanitaires. Le socialisme de marché ainsi défini suppose le libre-échange et permet des profits aux entreprises, en particulier multinationales (à condition qu'elles se fassent le véhicule de l'éthique mondialiste et soient islamo-friendly,

²⁹ Abraham and Sanders, *The Greening*, 1993, p. 100.

³⁰ Hirsch, Doyle, and Morse, *Alternative to Monetary Disorders*, cité dans *Fusion* d'octobre 1979.

LGBT friendly, etc.). Mais il ne faut pas se méprendre : l'objectif est une Terre nouvelle sous un gouvernement mondial, non pas les superprofits de tel ou tel capitaliste.

Il faut écouter Marx à ce sujet : « De nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. » Altermondialisme et mondialisme sont les deux faces d'une même monnaie, les deux termes d'une même opposition dialectique, les deux fers au feu d'une même Révolution. Elle exploite le dynamisme du capitalisme au profit du socialisme.

De même faut-il croire George Soros quand il confie avoir voulu « gagner assez d'argent pour faire de la philosophie ». Son argent est un moyen de faire advenir la société ouverte, et la société ouverte n'a pas pour but de gagner de l'argent, mais le bien de l'humanité – tel que l'envisagent George Soros et ses amis.

Cet objectif, la ruine de l'économie mondiale par le coronavirus, le gaspillage de 10 % du PIB mondial ne l'éloigne pas, il le rapproche. Hier, l'ouverture des frontières était nécessaire à la croissance, aujourd'hui, elle est nécessaire à la décroissance. Des relocalisations partielles d'industries dites sensibles ne changeront rien, globalement, à cet état de fait. Ce qu'il nous faut comprendre, c'est que la décroissance amène le gouvernement mondial. Comme l'explique le sociologue Edgar Morin dans son livre *Terre-Patrie* : « Comment

décélérer ? (...) C'est un problème qui, à l'ère de l'interdépendance, ne peut être traité par une nation seule, qui sinon se retrouverait dans une autarcie asphyxiante. »

Emmanuel Macron est le disciple de Morin, il nous met en garde contre le « repli nationaliste et le repli égoïste », il préconise de nouvelles coopérations et la remise des dettes de l'Afrique. Voilà une feuille de route claire.

En somme, le coronavirus vient couronner un processus long de désintégration de l'économie industrielle et lui donner une accélération brutale dont les promoteurs du gouvernement mondial espèrent un saut politique, comme le montrent les appels de MM. Gordon Brown et Antonio Guterres. Hier soumise principalement aux normes écologiques, l'économie mondiale sera désormais soumise plus étroitement aux normes sanitaires, et la peur de la pandémie fera paraître urgent le gouvernement mondial.

10. Après le coronavirus :

éthique, spiritualité et religion

La solidarité a bien évidemment une dimension éthique. Emmanuel Macron l'a dit : dans la guerre contre le coronavirus nous devons d'abord songer aux « plus vulnérables ». Il est descendu dans le détail de cette sollicitude. En particulier les familles ont désormais la permission d'aller dire au revoir à leurs aînés qui vont passer.

Ici gît un mensonge par inversion tel qu'on en a déjà vu plus haut : le pouvoir fait le contraire de ce qu'il dit, il embrasse les vieux, mais c'est pour mieux les étouffer. Ce que le coronavirus glisse en effet doucement dans la tête des gens, c'est qu'il va peut-être falloir laisser mourir les malades les plus âgés sans les traiter. Il se dit que la plupart des intubés de longue durée sont des vieux et que plus de la moitié d'entre eux finit mal. Pour la prochaine pandémie, on se demande en conséquence s'il est bien raisonnable de dépenser tant d'argent, de fatiguer le personnel et d'occuper un matériel précieux pour des gens qui n'en ont de toute manière plus pour longtemps, aux dépens de malades qui ont des chances réelles de s'en sortir.

Le décret utilisant le Rivotril par les pharmacies d'officine pour les patients atteints du Covid-19 ressemble à une première étape sur ce

chemin. Ce médicament est contre-indiqué dans le cas d'insuffisances respiratoires graves : on a donc parlé de permis d'euthanasie subreptice. Ce n'est pas tout à fait cela mais... Dans *Famille chrétienne*, Jean Fontant, médecin conseil d'Alliance VITA, explique que le Rivotril est déconseillé aux malades de BPPCO (broncho-pneumo-pathologie chronique obstructive) dont il peut détruire les poumons fragiles, mais qu'il est donné en soins palliatifs à des patients en fin de vie dont les poumons sont déjà détruits pour soulager la souffrance et l'angoisse, comme la morphine ou le Valium. Parfois cela abrège, très peu, la vie, d'autres fois, en mettant les muscles au repos, ça l'allonge un peu³¹.

L'argumentation est recevable, mais, peu à peu, en amenant la réflexion et la pratique sur la limite de la vie, on habitue l'esprit du public à penser que son respect est moins important que la souffrance ou la « dignité ». Ainsi les plus âgés deviennent-ils pour beaucoup une sorte de variable d'ajustement des dépenses de santé. Témoin la toute récente proposition d'une parlementaire néerlandaise, Corinne Ellemeet, des Groenlinks (gauche écolo) de diminuer les traitements médicaux des plus de 70 ans. Or cette façon de voir est approuvée dans certains pays par une part importante de la population. Le grand quotidien belge *Le Soir* a ressorti un sondage lancé en 2013 par l'INAMI, l'équivalent de la SS belge, où 37,1 % des Belges approuvaient le moyen suivant de réduire le trou de l'INAMI : « en n'administrant plus de traitements coûteux qui prolongent la vie des

³¹ <https://www.famillechretienne.fr/politique-societe/bioethique/coronavirus-l-utilisation-du-rivotril-peut-elle-donner-lieu-a-des-euthanasies-272927>

plus de 85 ans ». 35,2 % le désapprouvaient, et 27,7 % se disaient « neutres ». Il n'y a donc qu'un tiers des Belges qui s'opposaient à l'euthanasie³².

L'attention portée aux « plus faibles », aux « plus fragiles », en apparence si conforme aux enseignements chrétiens, ne leur est donc en rien conforme. On en a une autre illustration dans les EHPAD, dont le coronavirus a transformé certains en mouiroirs. Leur personnel n'est pas en cause, mais le confinement imposé par le gouvernement, qui n'a pas laissé les familles reprendre provisoirement leurs parents auprès d'elles pour leur éviter la contamination dans l'EHPAD. Ici se remarque un nouveau mensonge par inversion du pouvoir : on parle des familles, mais le confinement aura eu pour effet de les séparer pendant deux mois.

Dernier point, le confinement a été présenté par ses promoteurs comme une occasion de progrès spirituel. Sur le thème : on n'a rien à faire, sans doute est-ce mauvais pour le porte-monnaie, mais on peut en profiter pour faire autre chose. « Lire, se cultiver », comme le proposait Emmanuel Macron. Ou, mieux, se retourner sur soi-même, penser, quitter ses mauvaises habitudes. Edgar Morin l'a dit : « Commencer la détoxification de notre mode de vie ». Vu comme ça, le confinement serait l'occasion d'une conversion.

C'est une imposture. Face à ces mots se dresse la réalité du confinement. Pour beaucoup, l'abus des réseaux sociaux, les jeux

³² . https://www.liberation.fr/checknews/2019/03/20/est-il-vrai-que-40-des-belges-sont-pour-l-arret-des-soins-pour-les-plus-de-85-ans_1716309

vidéo jusqu'à la frénésie, la pornographie gratuite (les médias ont signalé avec complaisance la croissance des ventes des sex-toys). Pour tous, l'éloignement, la distanciation sociale, la raréfaction des contacts physiques, une immersion dans le virtuel, une sorte d'individualisme de masse.

Et, brochant sur tout cela, une rupture des Français avec ce qui leur restait d'habitudes catholiques. Pâques est la plus grande fête chrétienne. La Résurrection du Christ. Le confinement a fermé les églises. Les fidèles n'ont pas communié. Ils ne se sont même pas retrouvés autour de leurs pasteurs pour célébrer la Résurrection. Les cloches n'auront pas sonné à toute volée. Pour les Rameaux, la fête la plus sociale du calendrier liturgique, la commémoration de l'entrée triomphale du Christ à Jérusalem, les Français étaient cloîtrés chez eux. Et cela aura duré au moins huit semaines. Huit semaines d'interruption de pratique, huit semaines d'interruption du christianisme. Ce que ni Lénine, ni Trotski, ni Staline, ni Hitler, ni Robespierre, ni Combes, ni Commode, ni Dèce, ni Dioclétien, ni le plus féroce des califes, n'a réussi, le gentil Emmanuel Macron l'a fait. Il a supprimé le dimanche. Il a coupé le lien immémorial de l'ouaille à son curé. Le rêve du libéralisme religieux, le seul rêve commun à Bismarck et Jaurès est exaucé par le président de la République : le christianisme est confiné à la sphère privée, à domicile.

Le pire est que l'Eglise l'a accepté. Le pape en son Vatican n'a pas protesté. Nos évêques se sont inclinés. Ils sont même allés au-devant des exigences de l'adversaire : avant que le confinement ne fût

déclaré, ils avaient interdit la communion sur la langue, dont on ne voit pas bien en quoi elle favoriserait plus la contagion que la communion dans la main. Pour les enterrements, le gouvernement ayant exigé d'abord que moins de vingt personnes les suivent, la Conférence des évêques de France a renchéri, demandant « aux proches d'être le moins nombreux possible ». Et les familles ont suivi, *volens nolens*. De même que les fidèles ont suivi, abandonnant la messe et la pratique sans même prendre garde aux fêtes d'obligation. Le fidèle et le *proche* sont aussi bons citoyens que le prêtre et le croque-mort. Au-delà même du catholicisme, cet abandon accepté des parents morts est une rupture telle que l'homme n'en avait pas connue depuis qu'il est homme. Babel en construction ne se soucie pas plus du service de Dieu que du devoir des hommes.

Une touche de vilénie caractérisée s'ajoute à la tyrannie du pouvoir et la lâcheté des hommes d'Eglise : les voisins de Saint-Nicolas-du-Chardonnet à Paris, ayant entendu de l'orgue dans l'église en pleine nuit, ont dénoncé la chose au commissariat du quartier, qui a verbalisé. La presse s'est emparée de la chose, disant que les traditionalistes avaient enfreint les lois de la République et défié celle-ci, dans une messe *clandestine* suivie « par de nombreux fidèles » (*Le Point*). TF1 a même titré : « Coronavirus : la grosse fiesta de Saint-Nicolas-du-Chardonnet ». Renseignement pris, il s'agissait d'une messe de la vigile pascale à laquelle n'assistaient que les desservants et de très rares assistants triés, et qui, transmise sur Youtube, n'avait rien de clandestin. Mais cela a donné lieu à un déluge

d'anticatholicisme, la presse quotidienne régionale reprenant massivement les sottises de sa consœur parisienne, et certains hommes politiques se lâchant, tel Jean-Luc Mélenchon.

On regrettera donc que l'Eglise qui est en France se soit pliée, sans exception connue, aux exigences de l'Etat usurpateur, d'autant plus que la soumission n'a pas empêché les agressions. Usurpateur, le mot est fort mais il est approprié : le confinement n'ayant pas de valeur médicale, c'est bien d'un abus de pouvoir, d'une usurpation que s'est rendu coupable l'Etat en demandant aux Eglises (dont le nom signifie assemblée) de ne pas recevoir des assemblées de fidèles. Il s'agit en fait de la subordination de Dieu à César. L'Etat impose son autorité à l'Eglise en prétendant se fonder sur la science, et c'est en plus une imposture puisque la science n'est ici qu'une idole, et que l'analyse scientifique ne conclut pas à la nécessité de confiner. En acceptant la fausse autorité en cascade de l'Etat et de la science, l'Eglise se laisse outrager et voit bafoué son pouvoir spirituel. Elle entérine le plus extravagant coup d'Etat anticatholique de l'histoire.

Conclusion

Bienvenue dans la Matrice globalitaire

Cette brochure n'a pas eu pour objectif de critiquer la gestion qu'a fait tel ou tel gouvernement de la pandémie du Covid-19, mais de montrer comment celle-ci a été exploitée par la Révolution mondialiste pour faire advenir un gouvernement mondial.

Le constat des faits d'abord. Les incohérences de la communication sur le coronavirus, le mensonge avéré du gouvernement chinois, le trucage général des données médicales par les grands médias, mènent à conclure sans risque d'erreur que la menace incarnée par le coronavirus chinois a été sciemment et volontairement exagérée. Par une entreprise de propagande et de sidération, une opération psychologique comparable à celles des prétendues « armes de destruction massive » ou des couveuses du Koweït pendant les deux guerres d'Irak.

Cela, avec la collaboration intéressée de certains chefs d'Etat. Un Emmanuel Macron, une Angela Merkel encore plus, dans les choux à la fin de 2019, ont retrouvé des couleurs, les sondages le disent. La peur rapproche les esclaves des maîtres qui la leur inspirent.

Mais la direction de cette opération internationale est supranationale. Ses grands agents visibles sont l’OMS et l’ONU, dont les dirigeants avouent sans retenue leur appétit d’un gouvernement mondial.

L’exploitation sans complexe de la plus forte des passions humaines, la peur de mourir, s’inscrit dans une stratégie de terreur menée avec constance depuis la fin des années soixante. On a suivi tout du long la genèse de cette stratégie, du *Rapport de la montagne de fer*, *La bombe P* et *Halte à la croissance*, jusqu’à Al Gore et Greta Thunberg. La peur de la surpopulation, du terrorisme, de l’effondrement économique et boursier, du trou de la couche d’ozone, du charbon, de la grippe aviaire, du réchauffement du climat par l’homme, d’Ebola – ces peurs, successivement ou ensemble, ont marqué le cerveau des humains. Elles ont appris aux hommes à sentir et marcher au même pas. Elles leur ont imposé des normes écologiques, morales et sociales qui ont encadré leur vie sociale et leur économie.

Aujourd’hui, le Covid-19 est un ennemi commun de l’humanité parfaitement choisi pour la pousser à entrer dans la dernière étape vers le gouvernement mondial.

Depuis le début du vingt-et-unième siècle, l’OMS, l’Organisation mondiale de la santé, a intégré le climat et l’environnement dans l’évaluation de la santé et dans ses politiques de santé publique. Le Covid-19 est à la fois la peur la plus puissante et la plus interdisciplinaire.

Intense : le sang du Bataclan fait peur, mais au Bataclan seulement. Le climat fou fait peur : mais dans trente ans. Le Covid-19 fait peur

maintenant et partout. Interdisciplinaire, *systemique* : il touche à la fois à la santé, à l'environnement, à l'économie et à la finance.

La révolution mondialiste est une synergie de subversions et la porosité caractérise les militants et les institutions qui la mène. Elle a trouvé dans le coronavirus un désastre idéal.

Désastre idéal. Un livre permet de comprendre cet étrange assortiment de mots, *la Stratégie du Choc, ou la montée d'un capitalisme des désastres*. Son auteur, la Canadienne Naomi Klein, née à Montréal de parents d'extrême gauche militant contre la guerre du Vietnam et se présentant comme « hippies », y soutient la thèse suivante : chaque crise mondiale énorme (« désastre ») est l'occasion pour « le capitalisme » d'exercer un choc sur les populations, qui détruit leur identité comme le choc psychologique de la torture détruit la personnalité de celui qui s'y trouve soumis.

Si on la débarrasse de ce qu'elle a de naïvement gauchiste et d'erroné, cette hypothèse, mise en résonance avec *Le rapport de la montagne de fer* et ses héritiers, nous donne une clé : le désastre démographique virtuel de la pandémie et le désastre économique réel qu'on organise grâce à elle, mettent le globe en état de choc et détruisent les repères anciens de ses habitants, de telle manière que cela permet la progression, non pas du capitalisme libéral, mais de la révolution mondialiste.

Le gaspillage de 10 % du PIB mondial, les revendications de l'ONU, les plans de relance pharaoniques de l'Allemagne, de la France, des Etats-Unis et d'autres pays, tout cela ressemble à la fois à une super

nationalisation de l'économie mondiale et, à considérer les aides sociales accordées à tout va, à un système de « planète-providence » (par analogie avec l'Etat-providence), piloté par le proto gouvernement mondial.

Des questions demeurent. Effleurons-en quelques-unes.

La première est simple : comment va évoluer le Covid-19 ? La réponse est : on n'en sait rien. On peut donner celle du professeur Raoult : « Il y a 20 virus associés aux infections respiratoires qui circulent dans le monde. Peut-être que le coronavirus de Chine deviendra le vingt-et-unième, ni plus ni moins grave, peut-être disparaîtra-t-il momentanément ou définitivement. »

La seconde, plus compliquée, porte sur la tactique de cette Révolution dans les circonstances actuelles. L'étrange passe d'armes entre les Etats-Unis et la Chine racontée au début de la brochure, l'aval donné par l'OMS aux méthodes les plus ouvertement totalitaires, le retrait de Trump laissent penser que les choses ne sont pas jouées et qu'il y a de l'eau dans le gaz. Les Chinois entendent profiter de la pandémie pour mettre la main sur le processus qui mène au gouvernement mondial. La réaction des Britanniques et des Français montre qu'ils préfèrent s'en tenir au multilatéralisme. Poutine, en tacticien, se tait. Quant à Trump, il défend les intérêts de la superpuissance américaine. On peut penser qu'il n'est pas dupe du récit catastrophiste à propos du virus, mais qu'il le reprend toutefois en partie pour se faire réélire, et qu'il en profite pour prendre l'OMS à son propre piège en lui supprimant la subvention américaine.

Sans se lancer dans de folles supputations, on peut se demander aussi quel est le rôle du laboratoire P4 (le niveau le plus sécurisé) de recherche virologique construit par la France et inauguré à Wuhan en 2017 par Bernard Cazeneuve et Yves Lévy. Ce laboratoire est spécialisé dans les coronavirus de chauves-souris et se targuait jusqu'à une date récente de ses découvertes, portant sur de nouveaux coronavirus semblables au Covid-19³³. Pourtant, les services spéciaux occidentaux se posent depuis plusieurs mois des questions sur sa fiabilité, notamment sur son habilitation P4³⁴. Les Etats-Unis ont entrepris une enquête officielle sur l'origine du coronavirus³⁵.

Tout cela confirmerait le rôle qu'entend jouer la Chine dans l'installation du futur gouvernement mondial et le bras de fer que se livrent Trump et l'OMS. A cet égard, on ne doit pas oublier que l'actuel directeur de l'OMS, l'Ethiopien Tedros Adhanom Ghebreyesus est un poulain de l'ancienne directrice Margaret Chan, chinoise et communiste. Elu en 2017, Adhanom Ghebreyesus est communiste, il a milité au Front de libération du peuple du Tigray, organisation communiste révolutionnaire terroriste quand il en faisait partie. En octobre 2017, il a choisi Robert Mugabe, le dictateur

³³

<https://journals.plos.org/plospathogens/article?id=10.1371/journal.ppat.1006698>
https://chemrxiv.org/articles/COVID-19_Disease_ORF8_and_Surface_Glycoprotein_Inhibit_Heme_Metabolism_by_Binding_to_Porphyrin/11938173

<https://www.statnews.com/2020/04/10/coronavirus-ace-2-receptor/>

³⁴ <https://www.foxnews.com/politics/coronavirus-wuhan-lab-china-compete-us-sources>

³⁵ <https://www.foxnews.com/politics/us-officials-investigation-coronavirus-wuhan-lab>

zimbabwéen, pour ambassadeur de bonne volonté de l’OMS. On ne s’étonne plus de l’admiration de l’OMS pour la gestion du virus par la Chine totalitaire.

La question suivante, elle, touche au fond du problème. Elle circule sur les réseaux sociaux : le coronavirus a-t-il remplacé le réchauffement du climat par l’homme, une peur chasse-t-elle l’autre ? Non. Il est vrai qu’on parle moins en ce moment d’empreinte carbone et d’anthropocène que d’habitude. Il est vrai aussi que le pactole de la relance après le coronavirus ne laissera pas beaucoup de fonds disponibles pour le *green deal* d’Ursula Von der Leyen. Mais les choses vont se tasser, les échelles de temps ne sont pas les mêmes et il faut varier les divertissements pascaliens dont on gave les populations pour les empêcher de penser un quart d’heure. On va donc intégrer l’environnement dans la santé, et réciproquement.

François Gemenne, du GIEC, estime que le coronavirus est « une occasion unique d’opérer une transition écologique ». Anneliese Depoux, spécialiste en santé publique, explique pourquoi dans une chronique du *Monde* : elle y estime que les « mesures radicales et pourtant acceptées par la population pour endiguer l’épidémie éclairent sur la manière de mener le combat contre le réchauffement de la planète ». L’ingénierie sociale utilisée à l’occasion du coronavirus resservira pour faire avancer le mythe nécessaire du réchauffement d’origine humaine.

C’est commencé. Une étude menée par des Italiens dans la vallée du Pô « prouve » que la pollution « ouvre un boulevard » au coronavirus.

A l'inverse, le ciel au-dessus de Wuhan pendant le confinement a excité l'admiration des écologistes et leur inspire l'espoir d'une autre « façon de vivre » : un fake l'a illustré en montrant des dauphins jouant dans l'eau pure du grand canal de Venise. L'écologiste Inès Leonarduzzi a attribué Ebola, Zika, Marburg etc... à la déforestation massive de l'Afrique. Jane Goodall, l'incroyable amie anglaise des primates affirme que « C'est notre mépris pour la nature et notre manque de respect pour les animaux avec lesquels nous devrions partager la planète qui ont causé cette pandémie, qui avait été prédite de longue date ». Et pour cause !

Ici, nous entrons dans une sorte de spiritualité New Age où voisinent le droit imprescriptible du vivant, la mauvaise conscience de l'occidental industrialisé, la conviction que l'homme n'a aucun droit de maîtriser la nature : c'est une sorte de panthéisme encore gentillet, mais radicalement opposé à la Bible et aux enseignements traditionnels de l'Eglise catholique. Cela se comprend : le but de la Révolution mondialiste est la naissance d'un homme nouveau sur une Terre nouvelle. Ce n'est pas un hasard si le confinement a fermé les églises, interdit aux chrétiens de se réunir et fait taire les cloches. L'homme nouveau n'est plus un enfant de Dieu, c'est un enfant de Gaïa.

TABLE DES MATIERES

Introduction - Le coronavirus a changé le monde	4
Chapitre 1 - Des controverses révélatrices	9
Chapitre 2 - La Bataille des chiffres	19
Chapitre 3 - L'affaire Raoult	33
Chapitre 4 - Gouverner par la peur	43
Chapitre 5 - Petite histoire des pandémies récentes	54
Chapitre 6 - A l'origine des stratégies modernes de la peur :	
<i>Le rapport de la montagne de fer</i>	65
Chapitre 7 - Coronavirus : l'aveu d'un projet	76
Chapitre 8 - Après le coronavirus, quelle société, quelle politique ?	88
Chapitre 9 - Après le coronavirus : l'Economie	99
Chapitre 10 - Après le coronavirus :	
éthique, spiritualité et religion	108
Conclusion - Bienvenue dans la Matrice globalitaire	114

Reinformation.tv

Coronavirus :

**Dans la Matrice
globalitaire**

